

N° 62-63 - décembre - 2011



**ENSEMBLE**

**TRAVAILLEURS**  
**du monde**  
**méfiez -**  
**vous**  
**des A.A.A.**



# Sommaire

<b>2</b>	<b>Vie syndicale</b> Édito <i>R. Mahaud</i>
<b>4</b>	Conseil national <i>Andrée Kolar</i>
<b>6</b>	Débattre et agir <i>Claude Leloup</i>
<b>8</b>	Cen Filpac <i>Daniel Muller</i>
<b>9-11</b>	<b>VII<sup>e</sup> Congrès Filpac</b> Interventions <i>L.Lorreyte J.Dhordain</i>

<b>12-16</b>	<b>Retraités Decaux</b> Texte Filpac Lettre ouverte Ufr <i>J. Dhordain</i> Lettre J.-C. Decaux
--------------	---

<b>17</b>	<b>Chateaubriand</b> <i>Lionel Duquenne</i>
-----------	--

<b>18</b>	<b>L'Indépendant</b> <i>Georges Congi</i>
-----------	--

<b>19</b>	<b>Laïcité</b> <i>J. Landry</i> <i>R. Mahaud</i>
-----------	--

<b>21 - 29</b>	<b>Ils nous écrivent</b> <i>Bernard Enggasser</i> <i>Georges Congi</i> <i>Andrée Kolar</i> <i>Richard Mermet</i> <i>J. Lauprêtre</i> <i>J. Paindavoine</i> <i>Annick Béjean</i>
----------------	--

<b>30</b>	<b>Échos des Sections</b> Correcteurs <i>A. Béjean</i>
-----------	--

	Lille <i>R. Verleyen</i>
--	-----------------------------

<b>31</b>	Bordeaux <i>L.Lorreyte</i>
-----------	-------------------------------

Rédaction et administration :  
263, rue de Paris 93 514 Montreuil Cedex  
Directeur de la publication :  
René MAHAUD

Comité de rédaction :  
Responsable : Michel Burguière  
Annick Béjean, André Devriendt,  
Jack Dhordain, Lionel Duquenne,  
Andrée Kolar, René Mahaud.

Imprimerie SENPQ  
35, rue Victor-Hugo 93 500 Pantin  
ISSN : 12594245 - CPPAP : 1010 S 07110

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués  
à la FILPAC - CGT



# Edito



**... tous les coups  
fourrés orchestrés par  
la bande de  
malfaisants au pouvoir  
ne sont pas encore  
connus...**

L'automne s'attarde et la température clémente semble donner raison aux « cataclismatologues », l'œil rivé sur le thermomètre et la jauge du niveau des mers, je dirai d'une façon prosaïque c'est tant mieux pour ceux qui ont du mal à se chauffer. Cela n'empêche pas les feuilles de tomber, il y a celles des arbres et il y a celles du percepteur : taxe d'habitation, taxe foncière, taxes de toute nature et comme si cela ne suffisait pas, les agités du bocal du pouvoir « sarkoziste », toujours à la recherche de quelques millions d'euros, sont en train de concocter quelques taxes nouvelles et originales, alcootest obligatoire embarqué, taxe sur les sodas, haro sur les malades, ces irresponsables, ces salauds qui veulent se soigner sans se soucier de la déroute financière de la patrie, taxe sur les céréales assortie d'un diktat ubuesque, interdiction de réutiliser les semences, taxe sur l'électroménager ! Celle-là, il faudra qu'on la colle au Panthéon de la connerie, on va taxer ceux dont les moyens sont tels qu'ils ne peuvent pas acheter du matériel performant de la classe A, c'est-à-dire moins polluant, et on leur donnera une subvention pour acheter de la merde de la classe G, je propose de mettre une taxe sur « l'électroménager ».

Que voulez vous, c'est la crise, il faut faire des sacrifices, enfin vous, surtout, les petits, parce que pour nous les nantis, les boursicoteurs, ça va ! comme disait un certain Raymond Barre, la preuve, après la mise en demeure de la Grèce, par les « marchés », de renoncer à la consultation du peuple grec par référendum, après le débarquement de Berlusconi, au mépris de la souveraineté italienne, les cours de toutes les bourses remontent des abysses vertigineux vers les hauteurs himalayennes de la spéculation.

Toute cette agitation se déroule sur un fond de déroute sociale entretenu par le pouvoir en place. Le peuple médusé, à qui l'on demande des sacrifices, qu'on vire des entreprises par milliers, pendant que les profits des « investisseurs » se chiffrent par milliards, semble être impuissant face à ces méfaits. Certains donneurs de leçons tentent d'opposer "les indignés", qui occupent le parvis de la place des Droits-de-l'Homme à Paris, aux travailleurs salariés et à leurs organisations syndicales, qui ne seraient bons qu'à manifester





sans aucun résultat, je dirai simplement que l'un n'empêche pas l'autre, que des gens déterminés emploient des moyens spectaculaires pour exprimer leur désaccord avec le système en place ne nuit pas à la mobilisation de la grande masse des travailleurs, mais on ne gère pas une multitude comme on peut le faire avec une petite minorité, j'ajouterai, pour la réflexion, que quelle que soient la légitimité et la réalité des revendications, il faut toujours un certain temps pour qu'elles soient partagées par la masse, il n'y a pas d'autre chemin et j'ajouterai que le porteur de la lanterne de la vérité ne doit pas être à des kilomètres devant le cortège, mais à portée de voix, *un petit pas en avant des masses*. disait Marx, et c'est toujours valable, c'est justement parce que certains se sont détachés que l'expérience a échoué.

Pour en revenir à aujourd'hui, les organisations syndicales, et notamment la Cgt, n'ont pas attendu pour appeler à la mobilisation contre les mauvais coups du patronat et de son pouvoir. Hé oui ! Il faut appeler un chat un chat, le pouvoir en place est celui qui sert le patronat, et le régime qui nous étrangle s'appelle capitalisme, la prétendue dette est le résultat de la spéculation financière boursière.

Le premier devoir des salariés est de résister à ce que voudraient nous imposer les gouvernants au prétexte d'une crise qu'ils ont créée eux-mêmes, nous serons donc tous ensemble dans les manifestations organisées par les organisations syndicales, avec notre Filpac-Cgt, pour réaffirmer : pas de licenciements, augmentation des salaires et des retraites, pas d'atteintes à la Sécurité sociale et nous le ferons sans attendre les élections présidentielles et les rebondissements qui les accompagneront. Je dis ça sans amertume mais aussi sans illusions, tous les coups fourrés orchestrés par la bande de malfaisants au pouvoir ne sont pas encore connus, cependant, je ferai remarquer que ceux qui ont la faveur des médias sont ceux qui ne sont pas dangereux pour le système en place. À nous de faire le tri et de marquer notre différence. ● **René MAHAUD.**

Corbeil-Essonnes, le 5 décembre 2011



## DES CHIFFRES À MÉDITER :



La fortune totale des 500 plus gros patrimoines français a augmenté de 25% en 1 an, passant de 194 à 241 milliards d'euros en 2009, soit à peu près le montant de la masse des pensions versées aux 15 millions de retraités.

Les entreprises du CAC 40 ont engrangé plus de 80 milliards de bénéfices en 2010.

Le 1<sup>er</sup> semestre 2011 devrait battre tous les records.

210 milliards d'euros de dividendes ont été versés par les entreprises non financières en 2010.

40 milliards d'euros de dividendes versés aux actionnaires du CAC 40 en 2010.

170 milliards d'euros d'exonérations fiscales et sociales pour les entreprises françaises en 2010.

**Il suffirait de toucher enfin aux profits !**





# Conseil national de l'Ufr des 19 et 20 octobre 2011

Par Andrée KOLAR

**V** **Étaient présents :** Burguière, Duquenne, Lopès (Surl), Urvoy (Rouen-Le Havre), Muller (Mulhouse), Lorreyte (Bordeaux), Dour (Metz-Moselle), Congi (Perpignan), François (Bordeaux), Albert (Bordeaux), Pascaud (La Couronne), Vico (Cnerp, employés), Ghiotto (Ugict), Lefebvre (Le Havre), Austruy, Boivin, Leloup (Info'Com), Coquelin (Alençon), Bougier (Rennes), Volant (Surl), Kolar (Correcteurs), Dhordain, Verlayen (Lille), Mahaud (Corbeil-Essonne)

**Excusés :** Michel Rivet et Jean Lebon

**e** **Président :** Michel Burguière

**RAPPORT D'INTRODUCTION :** René Mahaud

**S** **Situation internationale :** La « crise » est essentiellement financière : si on calcule la dette sur 7 ans, à 12% l'an, on arrive à un chiffre énorme, ce qui entrave tout développement. Les gouvernements cherchent des accommodements avec le capital qui reste maître du jeu.

**y** **Situation nationale :** Malgré le ras-le-bol de subir Sarko et sa politique, celui-ci remonte quelque peu dans les sondages. Il faut mobiliser tout de suite sur les salaires, l'éducation, la santé.

**n** **Situation dans nos métiers :** Nombre de titres sont en difficulté *France-Soir, le Monde, l'Indépendant* et l'entreprise Hélio-Corbeil, entre autres.

**d** **Entendu à la télé :** Merkel critique les Espagnols, en France, le logement social pâtit de la réduction à 0,45% du 1% patronal (J. Courbet). Le mouvement des Indignés est-il récupéré par les médias ? À voir. Au Moyen-Orient, Gilat Shalit est libéré, on ne peut que s'en réjouir, mais qu'en est-il des détenus politiques en Israël, en particulier palestiniens, ou d'autres nationalités ?

**c** **Claude Leloup** rappelle les principes de la Charte d'Amiens. Faut-il s'indigner sans agir ? Dans quelle société voulons nous-vivre ? Il faut mettre les partis de gauche devant leurs responsabilités. Assez de spéculation, d'affaires d'argent sale, etc. Devant une telle situation, les syndicats, sans donner de consigne de vote, doivent avoir une position politique.

**a** **Georges Congi :** Dans la région, nous avons eu une belle manif de rentrée. Il faut en finir avec les niches fiscales. La croissance est en déclin : 2011, 1,7% et 2012, 1,4%. L'Europe risque d'éclater. Attention au programme de Marine Le Pen.

**e** **Daniel Muller** présente un bref compte rendu du CEN, qui constate une perte de confiance dans l'efficacité des manifestations et une forte demande de s'adresser aux politiques. Daniel regrette un manque de reconnaissance de l'importance des retraités de la part de la

Confédération, alors que nombre d'entre eux sont surendettés et doivent renoncer aux vacances. Ces retraités-là sont ignorés des médias. A propos de la continuité syndicale, il faudrait poser, en lien avec les actifs, la question des licenciés. Qui doit les accueillir ?

**Le système capitaliste arrive à un virage. Que faire ?**

**Maurice Boivin :** La Cgt doit affirmer ses positions, sans les subordonner à l'unité.

**Roger Coquelin :** Lutte des classes ou réformisme ? La question sert à détourner les gens de la politique et du syndicalisme. Les luttes syndicales seraient politiques (pour certains). Nous avons eu des manif pas trop mal les 6 et le 11 octobre.

**Roland Vico** se félicite du passage à gauche du Sénat. Une nouveauté sous la V<sup>e</sup> République. Ne pas négliger les jeunes, souvent trop idéalistes mais qui sont la force de l'avenir.

**Daniel Loubère :** Les salaires variable d'ajustement pour le patronat sont un des facteurs de fragilisation de la Sécurité sociale.

**Jack Dhordain :** Il faut se méfier de Marine Le Pen, qui passe mieux dans l'opinion publique que son père et dont le programme, bien sûr sans le dire, s'inspire de la Charte du Travail de Pétain. C'est l'honneur de la Cgt d'organiser les travailleurs français et immigrés, sans distinction. Le mouvement des Indignés gagne les États-Unis. Il faut la Cgt plus politique. Les adhérents ont le droit de s'y exprimer selon leurs idées.

**Claude Leloup :** Nous manquons de moyens de diffusion. Dans les manif « unitaires » chacun garde ses propres mots d'ordre. Il faut un débat à la Confédération pour savoir jusqu'où aller pour l'unité. L'Ucr doit se mettre au clair dans ses rapports avec la Confédération.

**René Mahaud :** Le 6 a eu lieu suite à une demande très insistante de la Cfdt pour organiser une manif spécifique « retraités » C'est à nous de relancer la mécanique. Il faut savoir si les revendications de la Cgt sont validées à la fois par les salariés et par les candidats aux élections.

**Lucien Lorreyte** fait le compte rendu de la CE de l'Ucr du 8 septembre. Il annonce le comité général de Lsr pour la semaine prochaine.

**CONGRÈS DE LA FILPAC :** Participeront de droit : Daniel Muller, René Mahaud et Lucien Lorreyte.

**Lucien Lorreyte :** La continuité syndicale. Une intervention au congrès est nécessaire pour susciter un débat sur cette question. Il y aura dans la pochette du congrès une plaquette et une affichette pour la Surl de





Paris et une affichette pour la province avec un cadre en blanc, permettant d'identifier chaque syndicat.

**Michel Burguière** sur les Mutuelles. Il signale que la Mutualité française semble vouloir aller dans le bon sens. Elle se dresse contre le pouvoir. Les dernières impositions du gouvernement ont fait déborder le vase. Une vaste pétition nationale a été lancée.

#### Trésorerie : Lionel Duquenne

Comme toujours, c'est un exposé très clair et très professionnel de la situation financière, il signale que l'effectif actuel est d'environ 3 500 adhérents.

**Jack Dhordain** rappelle que l'État subventionne les syndicats, ce qui lui permet d'exiger expert comptable et commissaire aux comptes pour certifier ceux-ci. Lui préférerait se passer de subvention et donc de contrôle institutionnel.

**Christian François, André Carré et Claude Desobry** pour la Commission de contrôle, ont donné quitus aux administrateurs après examen des comptes.

Une réserve Congrès de sécurité de 82 000 euros a été adoptée à l'unanimité.

#### LA MOTION EST VOTÉE À L'UNANIMITÉ

#### MARC PEYRADE, secrétaire général de la Filpac

##### PRINCIPAUX POINTS :

La transformation sociale.

Le rapport syndicats/politique.

Il faut se préoccuper de l'avenir, mais à partir du présent, en commençant dès maintenant à le faire évoluer positivement.

Il faut faire une analyse systématique de la démarche des patrons en faveur du numérique au détriment du papier.

Il est nécessaire d'élaborer un programme social

Pas de décision suivant le principe « pareil pour tout le monde » sans examen préalable des situations locales.

**Maurice Boivin** souhaite que la Cgt soit plus ferme sur ses positions et ne les édulcore pas au nom de l'unité.

Notre secrétaire général annonce pour la 2<sup>e</sup> journée du congrès de Montreuil, dans le patio, en soirée (18h30-20 h) une table ronde ouverte à la Cgt, avec patrons et experts, Véolia (propriété-recyclage) et un chercheur du Centre technique du papier.



Le Conseil national de l'Ufr-Filpac Cgt dans sa session des 19 et 20 octobre 2011 a examiné la situation politique et économique du moment.

Il a apprécié les premières manifestations pour la défense du pouvoir d'achat et des conditions de vie des retraités comme positives, même si le nombre des participants était, pour nous, insuffisant.

Les raisons du mécontentement subsistent et le Conseil national fera tout ce qui est en son pouvoir pour qu'il débouche sur des changements fondamentaux du système.

Pour ce faire, il fait siennes les « dix exigences de la Cgt pour sortir de la crise », le Conseil national souhaite que ces exigences soient soumises à la réflexion des candidats à la présidence de la République, que leurs appréciations soient portées à la connaissance du peuple et qu'un débat national s'instaure.

En outre, le Conseil national demande instamment à la Confédération d'intégrer dans ces exigences les revendications spécifiques des retraités.

Sans attendre les échéances de 2012, le Conseil national fera siennes toutes les initiatives d'action pour la défense et l'amélioration des conditions de vie de toute la population, pour le rétablissement d'une réelle protection sociale.

Motion adoptée à l'unanimité

Jeudi 20 octobre 2011





## Débattre et agir

Intervention Info'com-Cgt au Conseil national  
Claude LELOUP

*Quelques réflexions suite à la lecture d'une interview de Maryse Dumas (ex-secrétaire nationale de la Cgt et actuelle conseillère à la Confédération), parue dans la revue Les Temps nouveaux n° 3.*

**M**aryse Dumas dit : « (...) La Cgt elle-même est traversée par le débat : une partie des militants estiment que la Cgt ne doit pas aller sur le terrain politique, une autre estime qu'elle doit y aller et quasiment expliquer aux partis ce qu'ils doivent faire. Pour une autre encore, la plus nombreuse, la Cgt est dans son rôle quand elle s'exprime comme elle le fait actuellement sur les politiques conduites ou envisagées, en toute indépendance mais sans neutralité. Mais cette vision n'est pas partagée par d'autres organisations syndicales et, dans une intersyndicale, on doit tenir compte des autres. (...) Il me semble que les syndicats, et singulièrement la Cgt sont littéralement sommés de s'expliquer sur leur rapport au politique. Or, depuis plusieurs congrès, nous avons défini la spécificité de la démarche syndicale et notre responsabilité par rapport au politique : indépendants mais non neutres. La Cgt intervient sur le politique ; rapports d'organisation à organisation... »

Cette question remonte aux origines du syndicalisme et renvoie à la Charte d'Amiens sur le fait d'être de tendance révolutionnaire ou réformiste. Dans le monde actuel, les choses ne se posent peut-être plus tout à fait comme en 1906. Bien qu'historiquement, les syndicats français ne soient pas issus de partis politiques tels qu'on peut le voir dans d'autres pays, le reproche a été fait souvent à la Cgt d'être liée au Parti communiste. Cette accusation d'en être la courroie de transmission n'a plus cours aujourd'hui, mais est-ce pour autant que nous devons subir des politiques iniques et nous taire en subissant au risque d'être accusés de privilégier telle ou telle tendance politique ? Et devons-nous nous contenter de nous indigner sans agir ?

Maryse Dumas : « (...) En revanche, la question des retraites aurait sans doute mérité d'être appréhendée comme un enjeu de société beaucoup plus vaste et fondamental, nécessitant de vrais débats politiques. Dans quelle société voulons-nous vivre ? Quelle est la place du travail dans la vie ? Que pouvons-nous faire dans le troisième âge de la vie ? Quel partage des richesses ? Voire, que produire et comment produire ? (...) »

Mais alors, qu'a donc attendu la Cgt pour lancer publiquement ce débat ? Lorsque le blocage des raffineries a fait monter d'un cran l'affrontement avec le gouvernement, alors qu'il y avait un soutien populaire nettement favorable, n'était-ce pas le moment de le faire, puisque les autres confédérations refusaient de s'engager dans cette voie ? Ne fallait-il pas mettre les partis politiques de gauche devant leurs responsabilités au lieu de laisser nos camarades sans autre solution que la capitulation. L'amertume est d'autant plus forte d'où une exigence de la part de beaucoup de nos concitoyens de plus de « gauche » dans la politique. Mais aussi le danger que

d'autres aient une réaction inverse et se tournent vers des extrêmes moins reluisante. Il n'est pas possible de revivre le film, aussi il nous faut donc regarder vers les échéances à venir. Seuls resteront les regrets.

Plus loin, Maryse Dumas poursuit : « (...) La conduite du mouvement dépendait des organisations syndicales, à la fois en termes de plateforme revendicative, d'exigence de négociations et de détermination des formes de lutte. Pour autant, cela ne voulait pas dire qu'il n'y avait aucun espace pour les partis politiques de gauche, qui veulent la transformation de la société, en vue d'amener leurs propres réflexions. En tout cas, la question de ce qui a manqué se pose. (...) »

Il semble bien qu'elle ne se pose plus. Les raffineries arrêtées et le pays bloqué est-ce que cela a été trop lourd à gérer pour la "Confédé" ? Le gouvernement a fait voter la loi sur les retraites en urgence dans la nuit, puis dans la foulée la crise financière s'est amplifiée. N'est-il pas alors urgent de réfléchir à d'autres formes de résistance ? Que se serait-il passé si nous avions campé en masse autour des raffineries, non pas comme les indignés, mais plutôt comme les résistants du Larzac dans les années 60 qui ont lutté (de différentes manières) en ameutant les sympathisants de leur mouvement, en occupant le terrain face à l'armée et qui ont fait reculer le pouvoir et gagné le droit de rester sur leurs terres ? C'est un exemple parmi d'autres. Il faut sans aucun doute arrêter de se payer de mots et mener nos luttes jusqu'au bout. Nous sommes dans l'urgence, la situation s'aggrave chaque jour. « Dans deux ans plus personne ne dormira dans la rue » qu'il disait. Après quatre ans et demi, la misère a progressé plus que jamais !

Aujourd'hui, la Commission européenne par la voix de l'inexistant Barroso réclame (et obtient) plus de pouvoirs. Jouyet, transfuge du Parti socialiste et chargé de surveiller la Bourse, déclare que si la Grèce n'applique pas les mesures d'austérité que la Commission européenne lui impose, il faudra passer outre et mettre le pays sous la tutelle de la Commission et du Fmi. Plus rien ne les arrête. Le totalitarisme est en marche car ils ont passé outre à une proposition de référendum populaire et ont mis leurs menaces à exécution tant en Grèce qu'en Italie, tous deux pays mis sous surveillance de l'Union européenne et du Fmi. La violence, la menace pour apeurer les populations et faire passer des mesures autoritaires s'abattent sur les travailleurs qui, pour l'instant notamment en Grèce, ne se laissent pas faire. Ils refusent à juste titre de payer l'impéritie des gouvernements successifs qui ont créé la situation catastrophique dans laquelle se trouve leur pays, pratiquant à outrance le clientélisme avec les religieux et toutes sortes de catégories sociales exonérées d'impôts, à commencer par les armateurs. Cela rappelle quelque chose chez nous, car la France n'est pas mieux lotie. En Grèce comme dans beaucoup d'autres pays, le gouvernement passe alternativement dans les mains d'oligarchies héréditaires et le propre de l'oligarchie c'est de se dire : « Nous ne sommes pas nombreux, nous avons le pouvoir... et nous le garderons par tous les moyens. » Et Merkel voudrait un gouvernement économique de la zone Euro en continuant de faire pression pour imposer l'austérité à ceux qu'il faudrait punir d'avoir causé la remise en cause de l'ineptie de la politique menée par l'Union européenne. Rappelons que la Grèce représente 2% du Pib européen. Nous





avons à faire à des doctrinaires fous furieux adeptes du néolibéralisme le plus dérégulé et le plus cynique servant les seuls intérêts des classes dominantes au mépris de l'intérêt général. Ils ont abandonné toute idée de souveraineté et remis tous les pouvoirs dans les mains des financiers mais ne sont que la face émergée de l'iceberg. Bob Dylan disait dans une chanson : « *Nous sommes tous des marionnettes, mais qui tire les ficelles ?* » Désormais, nous pouvons avoir une idée de qui il s'agit.

Les parlements des États de l'Union européenne sont dessaisis de leur souveraineté. C'est la Commission qui a mis la main sur les budgets nationaux. Mais le temps de la finance ne peut pas être le même que celui de la vraie vie, celui des gouvernements, celui des gens qui travaillent. La spéculation se fait par ordinateurs dans l'instant, les investissements publics, eux, se font sur le long terme. Malgré cela, le monde financier s'est arrogé le droit, et on les a laissés faire, d'arbitrer chaque décision politique, pariant sur tout et son contraire puisque tout est prétexte à spéculer. Pour eux, c'est un jeu. Un jeu lourd de conséquences pour des millions de gens car ce sont les populations qui paient et qui subissent la misère. Peu leur importe puisque, dans tous les cas, les plans prétendument de sauvetage mis en place sont faits avant tout pour indemniser les « investisseurs ». Ils décident de tout et font et défont les gouvernements.

Honte à tous ces gouvernants qui ont spolié les populations en offrant à des organismes privés la création de la monnaie et la totale liberté du crédit, en leur rétrocédant la mainmise sur le système bancaire et d'assurance. Ces détournements de bien public au profit de banquiers et de financiers dont on a pu depuis longtemps juger du degré de

probité et de désintéressement est un scandale énorme car il y a obligation pour tous de par la loi d'être assurés pour son véhicule, son lieu de résidence et de passer par une banque pour toucher son salaire ou sa pension, nous sommes une clientèle captive sans autre possibilité que de respecter la loi et de subir celle des ces requins insatiables !

Mais la protestation gagne du terrain. Jusqu'où ira-t-elle ? Partie des pays arabes et atteignant maintenant même les États-unis, il serait urgent que les salariés et retraités européens s'organisent un peu mieux. Les abus de pouvoir, les mensonges, la corruption et tout le cortège d'enrichissement illégal, de fraude fiscale, de mallettes d'argent sale, il est grand temps d'y mettre un terme.

Alors, oui, les syndicats, la Cgt doivent continuer à s'exprimer, prendre position sur les mesures injustes qui frappent le monde du travail et les retraités, faire monter la voix des opprimés jusqu'au Président des riches, mais cela ne suffira pas. Il n'est pire sourd que celui qui ne veut pas entendre. Il faudra donc passer au stade supérieur et dépasser les discours. Et sans désigner pour qui il faut voter, il faudra commenter les programmes et analyser les promesses, comparer, proposer, contacter les candidats, les interpeller sur l'avenir et leur faire savoir que les temps changent. Il faudra informer les salariés de nos conclusions afin d'éviter à la propagande et à l'esbrouffe de faire leur oeuvre. Il n'est pas question de revivre cinq autres années de saccage social, car si les élections n'apportent pas de solutions il y a grand risque d'être confrontés à de très graves désordres sociaux. ●

## Rapport de la commission financière et de contrôle de l'Ufr



Les membres de la commission se sont réunis le mardi 18 octobre 2011, de 14h45 à 17h45, dans les locaux de l'Ufr, en présence de Lionel Duquenne, trésorier de l'Ufr.

**Présents :** André Carré, Claude Desobry et Christian François.

**Excusés :** Michel Benichou et Michel Palet (pour des raisons de santé personnelle ou familiale assez graves).

La commission a procédé à un contrôle des docu-

ments comptables de l'exercice 2010 mis à sa disposition par Lionel Duquenne, trésorier. Ce dernier a donné toutes explications et renseignements demandés.

Bien sûr, la commission n'a pas examiné toutes les pièces comptables une à une (cela représentait plusieurs kilos !), mais par sondage ; ce qui représente à peu près 1/10<sup>e</sup> des documents.

La commission a apprécié le classement impeccable des pièces comptables. Elle n'a noté aucune irrégularité et, par conséquent, demande au Conseil national de donner quitus à notre camarade trésorier. Qu'il soit remercié pour l'aide apportée aux membres de la nouvelle commission pour qu'elle se familiarise avec le plan comptable. Une petite remarque : « *Lionel, essaie de ne pas faire les 3 comme les 5, comme nous avons pu le constater à deux ou trois reprises.* » Mais cela a permis à la commission d'approfondir son contrôle et de constater qu'il n'y avait pas d'erreurs.

Un petit commentaire pour souligner que les recettes sont constituées, pour près de 63 %, par le reversement statutaire de Cogétise. Quant aux dépenses, elles sont composées, pour près de 62 %, pour les différents congrès.

**Christian François,**  
président de la commission financière et de contrôle.





# Cen Filpac

## du 27 octobre 2011

Par Daniel Muller

**Ce CEN a été le dernier de la mandature. Il a permis de faire le point sur l'actualité sociale et le déroulement du congrès de la Filpac-Cgt (14 au 17 novembre à Paris).**

### Compte rendu succinct

**C**e Cen a été le dernier de la mandature. Il a permis de faire le point sur l'actualité sociale et le déroulement du congrès de la Filpac-Cgt (14 au 17 novembre à Paris).

Des modifications, à la marge, de l'ordre du jour, ont été présentées et n'ont soulevé aucun commentaire particulier.

Un bref « tour des régions » a permis de constater que le slogan de notre congrès « parti pris de l'avenir » trouve tout son sens.

Partout, que ce soit dans le labeur, la presse (avec des licenciements secs, ce qui est une première), le papier, les gratuits, la distribution, et la liste n'est pas exhaustive, des luttes et des actions pour la défense de l'outil industriel, du pouvoir d'achat, de l'emploi, des acquis sont menées.

Cela amène la Filpac à tenir les deux bouts à la fois : austérité-alternatives / cohérence syndicale.

C'est dans ce contexte que se tiendra donc notre congrès. Oui aux accords généraux, mais comment faire ? D'où l'utilité d'actions collectives. Mais avec quelle organisation, quels rapports de force ?

#### **Il n'y a pas de place pour le fatalisme.**

Pour beaucoup de participants, l'échec (si l'on peut dire) de la bataille pour la retraite à 60 ans fait que la vie semble désormais rythmée par les futures élections politiques.

Un constat : les primaires au parti socialiste ont eu le

mérite de démontrer que les gens s'intéressent à la politique. Pour nous, la question est : « Comment la Cgt s'inscrit-elle dans ce contexte » ?

Partant de ce que vivent les Français, notre vision se doit d'être large, une campagne d'info s'impose, appuyer une politique globale pour combattre l'actionnariat et la spéculation financière.

Il nous faut, à défaut la réinventer, se réapproprier l'action syndicale au quotidien et non accompagner la crise. Cela pose évidemment le contenu que nous mettons dans notre activité syndicale et cela pose la question des structures : locales, territoriales, fédérales, confédérales ? Actions intersyndicales,...

#### **Peut-il y avoir un changement social sans appui politique ? Devons-nous nous inscrire dans un recul social durable ?**

Un court débat a eu lieu sur le refus de Bernard Thibault de répondre à une invitation de l'Elysée.

Est-ce une bonne idée ? Les avis sont partagés.

Les débats et décisions qui seront pris lors du prochain congrès permettront à notre activité syndicale d'entrer dans les différents conflits à partir d'un programme revendicatif clair.

Le congrès devra également définir le rôle du Cen, du nouveau secrétariat et du bureau.

Outre les invités, il y a 270 camarades inscrits pour ce congrès et quelques places ont été réservées à l'Ufr.





# VII<sup>e</sup> Congrès de la Filpac-Cgt

(14 au 17 novembre 2011, à Montreuil)

Intervention de Lucien LORREYTE



**Chers camarades,**

Tout d'abord, je vous apporte le salut fraternel de l'Union confédérale des retraités de la Cgt, mais aussi celui de notre Ufr-Filpac qui remercie la direction fédérale d'avoir consacré un moment de ce VII<sup>e</sup> Congrès à la continuité syndicale.

En faisant référence à Monsieur de La Palice, nous pourrions affirmer qu'un salarié actif est un retraité en puissance ! En poursuivant le raisonnement... on pourrait dire qu'un syndiqué Cgt en activité sera un jour un syndiqué retraité à la Cgt. Mais ce n'est pas le cas.

C'est aussi un vers de Corneille qui sonne à mes oreilles en relisant Le Cid : "Nous partîmes cinq cents, mais par un prompt renfort, nous nous vîmes trois mille en arrivant au port ! Hélas, mes camarades, le constat que nous faisons à la Filpac, en plagiant à l'envers cette tirade, c'est "Nous partîmes trois mille... et nous ne nous comptons que cinq cents en arrivant au port !" Et vous pouvez multiplier ces trois mille par dix... au moins.

Bernard Thibault lui-même a reconnu cette érosion : deux syndiqués sur dix seulement rejoignent nos sections de retraités lorsqu'ils quittent l'entreprise.

**Alors, cherchons ensemble quelques explications :**

- Le syndiqué, lorsqu'il quitte l'entreprise, a-t-il été suffisamment informé qu'une section de retraités existe en tant que relais et continuité de son syndicat Cgt, de sa section syndicale d'entreprise ?
- Ou bien qu'un syndicat interprofessionnel de retraités Cgt est prêt à l'accueillir dans une union locale ou à l'Union syndicale des retraités Cgt de son département ?
- Le "Ouf !" de soulagement qu'il pousse en tirant le rideau de sa vie professionnelle ne va pas clore les problèmes qu'il a connus dans l'entreprise.
- Lui a-t-on précisé que la retraite n'est pas un long fleuve tranquille ?
- Que s'il s'est battu avec la Cgt pour défendre ses conditions de travail et ses conditions de vie, il devra continuer à se battre pour défendre et améliorer ses

nouvelles conditions de vie : avoir un niveau de retraite qui ne soit pas une aumône ; pouvoir se soigner décemment ; pouvoir se payer une mutuelle alors que celle à laquelle il cotisait était souvent abondée par le comité d'entreprise ou l'employeur ; savoir qu'une éventuelle perte d'autonomie sera prise en charge par la solidarité.

Devant ce constat, la Cgt et son union confédérale des retraités ont engagé toutes leurs organisations à prendre ce problème de continuité syndicale à bras-le-corps. Qu'à chaque congrès et comité général d'unions départementales ou de fédérations ce problème soit mis en débat. Il en va de la situation des retraités d'aujourd'hui, mais aussi de ceux qui vont quitter les entreprises dans les mois et les années qui viennent.

Les luttes ouvrières ont toujours été à la base des conquêtes sociales. Les retraités d'hier et d'aujourd'hui peuvent en témoigner. Ceux de demain doivent poursuivre le combat syndical qu'ils ont mené avec les autres travailleurs tout au long de leur parcours professionnel.

Être syndiqué en activité, c'est défendre ses conditions de vie et de travail ; être syndiqué à la retraite, c'est continuer à défendre ses conditions de vie et celles des camarades ! La lutte contre le Medef et le gouvernement est plus que jamais indispensable pour assurer une vie sociale décente aux retraités d'aujourd'hui et aussi à ceux de demain.

À en croire la plupart des médias et des publicités, les retraités – ou plutôt les seniors – seraient toujours entre deux avions et deux fêtes à Marrakech ou à Saint-Barth. On lit fréquemment que le niveau de vie des retraités est presque comparable à celui des actifs, voire supérieur, pour mieux les stigmatiser en les traitant parfois de nantis.

La réalité que connaissent et vivent les retraités est tout autre. D'abord, les ressources ne se retrouvent pas à l'identique lorsque l'on passe de la vie active à la retraite. Le montant de la pension est bien loin des 75% des derniers bulletins de salaire espérés il y a quelques années ! Entre la retraite d'un cadre d'une grande entreprise et celle d'une femme seule qui a travaillé par intermittence dans des petites et moyennes entreprises, il y a un monde !

Pour la grande majorité des retraités, la question cruciale ►





► qui les mine chaque mois c'est qu'après avoir fait le compte des dépenses obligées, que reste-t-il pour vivre, ou plutôt pour survivre ? De réforme en réforme, les retraités s'appauvrissent. Gouvernement et patronat poursuivent leur agression contre le troisième âge avec de nouvelles dispositions qui visent à entraîner les retraités vers encore plus de misère. Savez-vous que des retraités volent dans les supermarchés... pour manger ! Faute d'argent, plus de 14% des retraités renoncent à se soigner. Pour beaucoup d'autres, le reste à charge dans les dépenses de santé en limite les soins.

De la Libération jusqu'en 1993, les pensions du régime général, indexées sur le salaire moyen, ont connu une évolution positive et constante du pouvoir d'achat des retraités. La conséquence de l'indexation des retraites sur les prix et non pas sur le salaire moyen, et les autres dispositions des réformes Balladur et Fillon en 2003, ont conduit – selon les sources de la Caisse nationale d'assurance vieillesse – à une baisse généralisée du niveau de vie des retraités de 20% environ.

Pour ce qui est des retraites complémentaires, la dernière négociation avec le Medef de 2011, qui a duré plusieurs mois, s'est heurtée à un mur du patronat qui a refusé de mettre en place des dispositions permettant d'assurer l'avenir du financement des retraites. En effet, le Medef refuse d'augmenter les ressources des régimes Agirc et Arrco – comprenez les cotisations – en prétextant que les prélèvements auxquels sont soumises les entreprises sont déjà trop lourds et grèvent leur compétitivité !

On ne connaît que trop bien ce type de refrain qui ne résiste pas au fait qu'en 2010 les dividendes distribués en France aux actionnaires des grandes sociétés ont atteint des records ! Depuis vingt-cinq ans, la part des cotisations sociales des employeurs n'a pratiquement pas bougé. Mais par contre, les entreprises en ont été partiellement ou totalement exonérées, comme par exemple sur les heures

supplémentaires. Les salariés, eux, se sont vus ponctionnés de différentes façons, par la Csg entre autres.

Comment équilibrer les régimes de retraite par répartition si l'on n'accroît pas les ressources, alors que le nombre de retraités augmente beaucoup plus vite que celui des actifs en situation d'emploi ? De quoi seront faites nos futures retraites – et les vôtres – si un tel blocage se perpétue ? C'est l'affaire des retraités, mais aussi de tous les salariés !

Quant au deuxième problème qui mine lui aussi la vie des retraités, c'est celui de la protection sociale. Il n'échappe pas aux directives gouvernementales et à l'intransigeance du Medef qui bloque systématiquement toute augmentation des cotisations sociales.

De la prise en charge de l'optique et des soins dentaires (toujours en diminution) au forfait hospitalier (toujours en augmentation), des franchises sur les médicaments à la baisse régulière de leur remboursement, tout est fait pour que le "reste à charge" soit le plus important possible. Les assurances privées, la prévoyance des caisses de retraites et les mutuelles feront le reste... pour ceux qui peuvent se les payer ! Et ce n'est pas la dernière taxation supplémentaire des mutuelles qui va arranger les choses.

Nous entendons dire par nos vieux camarades : "Ils nous ont volé notre Sécurité sociale !". Et c'est bien vrai... Oui, la Sécurité sociale est malade ; malade de l'avidité des actionnaires qui pompent sans vergogne sur la protection sociale pour gonfler leurs dividendes !

Je ne veux pas vous peindre ici un tableau trop noir. Il existe aussi des retraités heureux, joyeux, malgré les difficultés de leur vie, les atteintes à leur santé ou à celle de leur conjoint. Ce sont tous ceux qui se retrouvent dans nos sections de retraités, dans les manifestations avec les actifs, dans les réunions conviviales où ils se remémorent les bons – et les mauvais – moments passés dans les luttes comme

celle du *Parisien libéré* en... 1975 (si ma mémoire est bonne...), ou bien celle de la Papeterie de Tartas, en Aquitaine... dans l'année 1994 !

Camarades, nos problèmes sont aussi les vôtres : une augmentation de salaire, c'est aussi des cotisations sociales supplémentaires ; des emplois maintenus, ce sont des actifs qui cotisent pour la retraite. La dégradation de la Sécurité sociale nous touche tous ; l'attitude intransigeante du Medef appelle une riposte commune.

Non, la solidarité intergénérationnelle n'est pas un vain mot ! Mais elle repose sur la conviction que l'affrontement contre les représentants du capital, du gouvernement actuel et du patronat ne s'arrête pas une fois passé la porte de l'entreprise.

Vous trouverez des affiches dans les documents qui vous ont été remis. Reproduisez-les, collez-les sur les panneaux du syndicat et de votre section syndicale d'entreprise, dans les locaux du comité d'entreprise aussi. Ainsi, les futurs retraités sauront pourquoi et comment il faut continuer la lutte, tous ensemble !

Vous y trouverez aussi un exemplaire de *Vie Nouvelle*, le magazine de l'Union confédérale des retraités Cgt. Pour un peu plus de treize euros, vous pouvez vous y abonner pour un an, abonner votre syndicat, le comité d'entreprise et, pourquoi pas, faire ce cadeau aux retraités qui quittent l'entreprise.

D'autant que le prochain numéro comportera un interview de François Thierry-Cherrie, secrétaire général de l'Ucr-Cgt, sur... la continuité syndicale !

Chers camarades participants à ce VII<sup>e</sup> Congrès de la Filpac-Cgt, nous comptons sur vous – et à tous les niveaux – pour que vous soyez le fil rouge qui doit relier actifs et retraités pour les combats à venir ! Et il y en aura...

Vive la Filpac, vive la Cgt !





## Intervention de Jack Dhordain



Délégués du Viet-Nam

MONGI délégué de l'Uggt (Tunisie)



Chers camarades,

Je voudrais intervenir sur les rapports actifs-retraités. Il ne vous a pas échappé que l'un des arguments du gouvernement et du patronat pour repousser l'âge de la retraite que nous ne connaissons pas de manière définitive était l'allongement de la durée de la vie. Nous ne voyons pas pourquoi les années gagnées sur la mort devraient être mises à la disposition du patronat. On vit en moyenne plus longtemps grâce à la mise en place d'une politique de santé publique avec la création de la Sécurité sociale à la Libération au grand dam du patronat, avec l'aide politique de la droite qui ne cesse de lui porter des coups.

Il est impératif que sur un certain nombre de revendications, le pouvoir d'achat, la Sécurité Sociale par exemple, s'élaborent des positions communes. D'abord, je dois rappeler que les

retraités sont entièrement solidaires des actifs en ce qui concerne leurs revendications, on le voit bien dans les manifestations organisées. Sur les retraites, nous descendons dans la rue chaque fois que cela est nécessaire. N'oublions pas que les retraités d'aujourd'hui sont les actifs d'hier et que les retraités de demain sont les actifs d'aujourd'hui. Alors luttons ensemble pour mettre à bas cette société inégalitaire où les dirigeants du Medef, épaulés, par la droite au pouvoir, organisent des machines de guerre contre le monde du travail. D'ailleurs, le grand patronat ne s'en cache pas, il veut mettre à bas les acquis du Programme national de la Résistance mis en place à la Libération avec la Sécurité Sociale, les allocations familiales, les caisses de retraites, les nationalisations, etc...L'unité des actifs et des retraités est indispensable. Il faut rappeler qu'à peine 1% des retraités sont organisés dans la Cgt par département alors qu'il y a 13 millions de retraités en France.

Une autre situation nous interpelle, c'est la place des retraités dans les syndicats d'actifs avec voix délibératives. Que l'on nous comprenne bien, il ne s'agit pas pour nous de critiquer ou de condamner l'activité de ces camarades retraités. Leur place est légitime s'ils ont été élus conformément aux statuts de chaque syndicat. Je rappelle les arguments qui plaident en faveur de ces situations : les retraités ont du temps, ils ont de l'expérience etc. Alors le but

de cette intervention est d'avoir une pensée pour les jeunes, afin de les former et de leur donner des responsabilités. Nous savons bien que pour chacun des militants de la Cgt rien ne remplace l'activité sur le terrain. La formation d'un militant est longue, parfois difficile, elle se fait avec la solidarité des syndiqués dans leur ensemble. La Cgt organise des stages de formation, mais cela se fait dans le temps, il n'y a pas d'université du syndicalisme et l'on ne sort pas tout armé de stages syndicaux même si ceux-ci sont indispensables.

En résumé soyons attentifs à l'avenir de notre fédération qui passe par les générations futures. Il est nécessaire de souligner également que l'on doit donner toute leur place à nos camarades femmes. Il est loin le temps où les typos, les linos s'opposaient à l'entrée des femmes dans nos ateliers et par conséquent dans nos instances fédérales. Elles ont des revendications spécifiques, 60% d'entre-elles sont à temps partiel et ce sont elles qui ont les salaires les plus bas.

Il n'y a pas de frontière sociale entre actifs, retraités, jeunes, femmes, nous sommes tous soumis au même patronat et nous subissons tous la même politique rétrograde d'une droite réactionnaire soucieuse de défendre les intérêts du grand patronat et de la bourgeoisie.

Vive la Filpac et vive la Cgt !





Pendant les vacances d'été, un journal en direction des retraités de J.C. Decaux, entreprise de publicité et d'affichage nous est parvenu. Il nous a semblé que son contenu affichait certaines pensées nauséabondes. Vous lirez ci-dessous les réflexions qu'il nous a inspirées ainsi que la réponse de la direction Decaux.



Avenir

CycloCity

JCDecaux



## Pourquoi tant de haine dans un bulletin de retraités ?

**Parce que ce n'est pas un bulletin de retraités, mais un journal politique très engagé.**

Si la langue française a encore un sens, il est en effet difficile de considérer *Vivre à plein temps* de juin 2011 pour ce qu'il dit être, à savoir « le journal du club des retraités du groupe J.C. Decaux », dont M. Jean-Claude Decaux est membre d'honneur.

Si « tout retraité est adhérent de droit... » de ce club, il faut qu'il sache, notre collègue retraité, à quelle association il adhère.

**Ouvrons le bulletin de juin 2011.**

### 1. En finir avec le 14-Juillet ?

Dès la page 3, le club prend des couleurs étranges. Sous couvert d'analyser la révolution arabe en cours, le bulletin nous inflige une déclaration de haine à l'égard de la Révolution... française, celle qui conduit à notre démocratie :

« Notre révolution, on en parle toujours, beaucoup ont oublié, par ignorance ou par idéologie. Elle a été violente, sanguinaire, où l'on découvre la bestialité de l'homme qui reprend son instinct primitif, le pouvoir de détruire... »

Excusez-nous, mais nous, nous conservons tout notre attachement à celles et ceux qui ont pris la Bastille, symbole de l'oppression des rois et des seigneurs. Libre à ce Micbon qui signe l'article d'être royaliste... Mais alors, il faut annoncer la couleur, et ne pas se livrer à cette contrebande idéologique à travers un bulletin des retraités Aurions-nous mal compris que plus bas, page 3, on

nous confirme la déclaration de haine de la démocratie.

« On critique la dictature, mais chacun devrait regarder ce qu'est une démocratie, pour moi ce n'est qu'une dictature où chacun veut imposer ses idées sans contrainte et sans devoir où le bon sens est très souvent bafoué. »

La démocratie, c'est une dictature ? Micbon, le président du « club », manie une sacrée dialectique.

### 2. Gloire au petit Jésus ?

La croisade idéologique du bulletin du « club » continue en page 5. Sous le titre « *Mais que deviens-tu France !* », et sous couvert de citation d'un texte américain, Micbon se préoccupe de cette France qui « *a accueilli et naturalisé sans projection une immigration maghrébine et africaine...* »

Nous y voilà. La nature du bulletin s'éclaire.

D'autant que dans la même page, l'auteur passe de la citation américaine à une déclaration d'amour adressée au président Sarkozy et à l'Église catholique.

« **Question :** « *Au Puy-en-Velay, le président de la République a évoqué les racines chrétiennes de la France. Selon vous, que doit-elle au catholicisme ?* »

« **Réponse :** « *Entre le baptême de Clovis et le Grand siècle, pratiquement tout !... tout a été complètement structuré par le catholicisme romain.* »

Toute l'interview (pages 5-6-7-8) est extraite de *l'Action universitaire* de mai 2011. Qu'est-ce *l'Action universitaire* ? Le journal officiel de l'Uni, Union nationale inter-universitaire, dont l'un des buts est :





« De proposer une alternative pour la jeunesse face à la gauche »

« La mainmise de la gauche sur la jeunesse, le monde associatif et l'éducation n'est pas une fatalité. Que ce soit au sein de l'Uni-Lycée, du Mét - le Mouvement des étudiants - de l'Uni-Enseignants, ou des Cercles de l'Uni, les militants de l'Uni s'engagent pour proposer une réelle alternative à la gauche et porter un projet ambitieux pour la jeunesse. »

L'Uni fait campagne contre les immigrés, l'immigration, et oscille entre droite extrême et extrême-droite.

Mais que vient faire cette Uni dans le bulletin du club des retraités du groupe J.C. Decaux ?

### 3. Propager la haine de l'islam et des noirs !

Nous exagérons ? Regardons ensemble les pages 14 et 15 : sous le titre « *Peut-être la France de demain ?* », ont été collectées des citations, réelles ou non, et des affirmations qui toutes visent les musulmans, les musulmanes, les noirs, en des termes dignes des campagnes de l'extrême-droite.

Exemple parmi 30 autres, cette affirmation, pas gratuite du tout :

« Les jeunes noirs et musulmans ayant brûlé vif un vigile de race blanche d'un supermarché à Nantes (2002) n'éprouvent aucun remord et sont

A quoi ça rime, cette phrase, sinon à faire du « *bulletin du club des retraités* » tout autre chose que s'occuper des retraités ?

### 4. Questions publiques

Cette association loi 1901 est-elle soutenue par la direction du groupe, M. Jean-Claude Decaux en étant membre d'honneur ?

Les retraités membres de ce « club » se savent-ils pris en otage d'une propagande très à droite qui s'infiltrer par ce bulletin ?

Peut-on, au regard de la loi et de la démocratie, laisser ce détournement, cette manipulation idéologique sans réagir ?

Pourquoi les auteurs dudit bulletin n'affichent-ils pas au grand jour la nature réelle des opinions qu'ils professent, plutôt que de se camoufler courageusement derrière un club des retraités ?

### 5. Leçons de Norvège

Le 22 juillet, un néo-nazi norvégien abat à l'arme de guerre 76 jeunes socialistes, dans un rassemblement démocratique et multiculturel du parti travailliste au pouvoir.

Des valeurs sur lesquelles tire également le bulletin du club des retraités. Voilà qui devrait interpeller : les références du Norvégien figurent toutes en bonne place dans les programmes des partis réputés populistes, Droite populaire, Uni et Front national compris.

En toute logique, on devrait se demander si l'activité de ces formations et partis, qui font beaucoup pour masquer leur identité d'extrême droite, n'a pas fourni le terrain idéologique favorable à l'assassin d'adolescents tués pour leurs idées de tolérance.

En toute logique, tout propagateur d'idées qui arment idéologiquement les assassins d'extrême droite devra être placé devant ses responsabilités.





# Lettre ouverte de l'Union fédérale des retraités aux salariés actifs et aux retraités de l'entreprise Jean-Claude Decaux

*L'Union fédérale des retraités de la Fédération des industries du livre, du papier et de la communication-Cgt s'adresse à vous après avoir pris connaissance du journal des retraités du Groupe J-C Decaux, édité par le club des retraités, dont le membre d'honneur est J-C Decaux : patron de l'entreprise, tout un programme, et présidé par Michel Bonnin.*

*D'entrée, on annonce la couleur avec des critiques plus fantaisistes ou farfelues les unes que les autres par rapport à l'histoire ou à la réalité du moment. Les révolutions qui se manifestent ici ou là auraient été accaparées par des extrémistes de tous bords, sans contrôle et sans réflexion avec des idées utopiques, avec des « chefs » qui parlent fort, promettant monts et merveilles et sont incompetents. Il ne vient pas à l'idée de M. Bonnin de penser une seconde que les révolutions sont souvent nées de situations devenues insupportables avec l'objectif premier de renverser un monde ancien ou, en l'occurrence, de développer des revendications le plus souvent sociales, d'assurer la citoyenneté pleine et entière, de promouvoir la liberté pour tous, d'avoir les moyens de vivre décemment, de renverser des oligarchies qui se repaissent des richesses créées par le travail des peuples. Il cite les révolutions en Amérique du Sud pour les vilipender alors qu'elles vont dans le bon sens avec la remise en cause de la domination des États-Unis, de la mise en place d'une monnaie commune pour secouer le joug du dollar, de la nationalisation des richesses énergétiques des pays. Considérons-nous que tout cela est parfait, évidemment non ! Mais est-ce que M. Bonnin préférerait l'ordre ancien avec le soutien des Usa à des dictatures militaires et qui s'ingéraient dans les affaires intérieures des Etats, l'exemple le plus sanglant étant la répression au Chili en 1973 avec la mort du Président Allende qui ne voulait que mettre en place un État démocratique et le contrôle des richesses du pays, notamment des mines de cuivre.*

*M. Bonnin évoque la Révolution française « violente et sanguinaire avec la bestialité de l'homme ». Mais qui étaient violents et sanguinaires, sinon les partisans du roi acharnés à défendre leurs privilèges qui furent abolis par les révolutionnaires dans la nuit du 4-Août 1789 ? On pourrait lui rappeler que la Révolution française, c'est pour la première fois dans le monde la Déclaration universelle des droits de l'homme, la nationalisation des biens de l'Église, la proclamation de la République, l'égalité devant la loi, le sujet du roi devenant citoyen, etc.*

*Tout naturellement, M. Bonnin en vient à considérer la démocratie comme une dictature. La démocratie est le seul système où le peuple peut et doit exercer sa souveraineté. Il ne dit pas par quoi la remplacer, il propose un conseil des sages, pas forcément élus et sans appartenance politique, les mots sont lâchés, les citoyens ne devraient pas s'occuper de politique, il faudrait laisser la politique à qui ? A J-C Decaux : et les siens, aux financiers, à la droite, à telle ou telle hiérarchie religieuse ou militaire ? La politique, c'est d'abord défendre des intérêts, et nous pensons que les Français actifs et retraités doivent défendre les leurs dans l'unité grâce à une analyse et à une prise de conscience claires et non pas dans des théories à l'emporte-pièce, brumeuses, voire obscurantistes.*

*S'appropriant un autre sujet, il évoque le rôle d'Internet et des médias dans les révolutions des pays arabes. Ce qui est extraordinaire, c'est que beaucoup se satisfaisaient des dictatures en vigueur et nous prédisaient une passivité décennale des pays arabes. Faut-il rappeler que Kadhafi avait planté sa tente à Paris à l'invitation de Sarkozy, de même, celui-ci invita Bachir al-Hassad, le dictateur syrien, à assister au défilé du 14-Juillet sur les Champs-Élysées. Aujourd'hui, il provoque des milliers de morts pour se maintenir au pouvoir. Ces liens avec les dictatures arabes ou africaines existent non seulement avec Sarkozy mais aussi avec tous ses prédécesseurs, quels que soient leurs couleurs politiques. Pour M. Bonnin, ces événements, c'est de la folie ! Certes, les anciennes oligarchies ne se satisfont pas de ces situations nouvelles et misent sur les militaires d'une part et sur les religieux d'autre part pour sauvegarder ce qu'ils peuvent de leurs intérêts exorbitants. Pour M. Bonnin « les coups d'Etat militaires sont justifiés et apportent une meilleure gestion aux peuples et un peu plus de confort ». On croit rêver ! Comment peut-on tirer une telle conclusion de ces dérives autoritaires souvent sanglantes ?*

*Il est rapporté ensuite, dans ce journal, une interview de Denis Tillinac, écrivain patenté Rpr et thuriféraire de Jacques Chirac. Celui-ci évoque Clovis, le grand siècle, le catholicisme romain, etc. dans un fourre-tout idéologique et religieux déconnecté de la réalité sociale et aux références historiques tronquées avec la laïcité qui deviendrait commode et nous inciterait à la lâcheté. Faut-il rappeler que la loi de 1905 sur la séparation de l'Église et de l'État s'est mise en place dans la douleur avec une obstruction de l'Église catholique qui y voyait une atteinte à son influence. Le gouvernement de l'époque chassa du territoire les congrégations qui devenaient insupportables. Ses réflexions débouchent sur les « racines chrétiennes de l'Europe ». Comme si l'Europe avait comme racines exclusives le religieux. Les peuples européens, à leur manière, ont forgé des États souvent démocratiques après avoir aboli des dictatures de toute nature. La chrétienté n'est pas l'alpha et l'oméga européen. Il est vrai que le Vatican veille. Après la guerre, il fallait faire barrage à l'expansion idéologique et politique de l'Urss et de ses satellites, d'où l'initiative des démocrates-chrétiens au pouvoir dans plusieurs pays sous l'égide*





du Pape pour mettre en place une organisation supranationale dans laquelle les peuples n'auront que la place que l'on voudra bien leur donner, les Usa s'occupant de la partie militaire à la tête de l'Otan. Enfin, nous laisserons à Denis Tillinac ses références religieuses que nous citerons pêle-mêle : la foi chrétienne, la religiosité, les rituels, les offices, l'édit de Constantin, l'art occidental qui était souvent un art exclusivement catholique, le Paléochrétien, le Roman, le Cistercien, le Gothique, le Renaissant, le Maniérisme, le Baroque, le Romantisme, Don Camillo, Tintin, Don Quichotte, etc. Il faut souligner l'habileté de présenter la religion dans un fourre-tout, une espèce de patchwork, afin que l'on puisse satisfaire la multitude.

En ce qui concerne la jeunesse, Denis Tillinac la console en lui disant que « réussir sa vie ce n'est pas forcément gagner de l'argent ». Tous ces jeunes sans boulot qui passent d'un stage souvent non rémunéré à un petit travail sans couverture sociale, comment apprécieront les étudiants modestes qui doivent travailler pour financer leurs études ? À l'Université de Lille, le Secours populaire a ouvert un dépôt pour venir en aide par la nourriture aux étudiants, dont beaucoup renoncent aux soins médicaux ou dentaires. Les jeunes femmes exploitées sans formation, les jeunes mères manquant de structures pour la petite enfance, etc. Consolez-vous si votre vie n'est pas réussie sur la terre, à votre mort, vous découvrirez un monde meilleur. Il fustige les droits de l'Homme qu'il considère comme une dérision de la fraternité catholique, chrétienne. Les catholiques progressistes ou engagés dans le bénévolat social apprécieront. Un employeur plein de fraternité chrétienne licenciera sans aucun état d'âme un ou des salariés pour augmenter ses profits.

Que des femmes accouchent de manière décente à Mayotte ou en Guyane est pour M. Bonnin insupportable, cela coûte trop cher. Il préférerait qu'elles le fassent en pleine jungle ou dans une case à même le sol sans assistance médicale. Effrayant !

L'immigration vient compléter le tableau où l'on frôle le racisme bien pensant. Les allocations indues qui seraient versées sans compter. Il faut tordre le cou à la propagande gouvernementale de la droite et de l'extrême-droite, M. Bonnin ne vous dira pas que les premiers fraudeurs sont les employeurs qui ne versent pas leurs contributions aux organismes sociaux. Il oublie de rappeler que de tous temps on a fait appel à de la main-d'œuvre immigrée à la demande du grand patronat, comme l'a fait récemment Mme Parisot du Medef. On n'a pas oublié les Polonais dans les mines du Nord Pas-de-Calais, les Italiens fuyant la misère et la dictature mussolinienne, les Espagnols victimes de Franco, etc. Le patronat après la guerre avait des émissaires au Maghreb pour recruter de la main-d'œuvre que l'on envoyait dans les usines après un rapide contrôle médical. Il ne nous parle pas des sans-papiers employés dans la restauration ou le bâtiment exploités sans vergogne, où le patronat prévient la police pour les expulser s'ils ont la velléité de réclamer leurs droits. La Cgt organise ces travailleurs pour leur faire obtenir des papiers et reconnaître leurs droits sociaux.

Un hommage est rendu à Jean Lartéguy qui fut surtout un écrivain nostalgique de la colonisation et qui regretta les victoires des peuples indochinois et algérien sur le colonialisme français et les sales guerres que les différents gouvernements ont menées.

M. Bonnin fustige les musulmans. Heureusement qu'ils existent, autrement de quoi nous parlerait-il ? Il faut rappeler que la quasi-totalité d'entre eux sont français avec les mêmes droits et les mêmes devoirs que les catholiques, les protestants, les israélites, etc. Vaut-il encore parler longtemps « des Français issus de l'immigration », après 2, 3 ou 4 générations en France ? Cela sent le racisme et l'exclusion. Diviser pour régner. On reprend les arguments et les thèses du Front national, relayés malheureusement par des ministres de la République dont l'un a été condamné pour racisme. La quasi-totalité des musulmans souhaitent vivre et travailler dans la paix. Exercer leur religion dans notre pays, sans rejeter qui que ce soit. La laïcité c'est d'abord ça, le respect des autres, la liberté de cultes, et ce n'est pas en s'appuyant sur l'action et les propos des extrémistes que l'on règle les problèmes.

En conclusion, nous invitons les salariés de la société J.-C. Decaux à réfléchir sur le contenu de tels « journaux » où à aucun moment il n'est question des intérêts des salariés actifs et retraités. Les retraités doivent s'inquiéter de la pérennité de leur retraite et de leur pouvoir d'achat, qui ne font que baisser ces dernières années, s'ils pourront se soigner convenablement dans les prochaines années avec les attaques et les déremboursements que subit la Sécurité sociale. M. Bonnin vous écrira sûrement que c'est la faute aux immigrés, il ne vous dira pas que la Sécurité sociale manque de ressources au fil des ans à la suite des exonérations de cotisations dont bénéficient les patrons. Celles-ci vont grossir les dividendes. Ce sont des milliards qui manquent tous les ans à la Sécu. Il ne vous dira pas qu'il se concocte actuellement dans les ministères concernés une loi sur la perte d'autonomie qui sera financée non pas au niveau national mais par les collectivités locales, les intéressés et les héritiers. Les sommes versées pourront être récupérées sur l'héritage laissé aux enfants ou petits-enfants.

Nous sommes toujours surpris de voir des hommes ou des femmes salariés se faire le relais de l'extrême-droite dans ce qu'elle a de plus odieux et de plus violent. Entre le fascisme et les syndicats, il y a des morts dans l'histoire. La Cgt n'y a pas échappé. Ce fut le cas dans toute l'Europe, en Allemagne avec Hitler, en Italie avec Mussolini, en Espagne avec Franco, au Portugal avec Salazar, en France avec Pétain. Tous ces régimes sans exception ont arrêté, combattu, fusillé des syndicalistes car ils considéraient que c'était un danger de remise en cause des oligarchies financières.

Voilà, nous laissons tout cela à votre réflexion, mais sachez bien que le Front national a l'ambition de mettre sur pied des organisations pour regrouper les salariés. Vos revendications et vos intérêts, ce ne sont pas leur problème (avez-vous vu, par exemple, le FN défendre les retraités ?), ce qu'il veut c'est faire de vous des cohortes à son service et à celui du patronat.

Jack DHORDAIN





## Fac-similé de la lettre-réponse de J-C Decaux :

JCDecaux

M. Eric Sylard et M. Jean-Pierre Viaud

Direction Régionale Lille JCDecaux S.A.

92 Rue Nationale BP 2057 59 702 MARCQ-EN-BARŒUL CEDEX

Paris, le 20 Septembre 2011

Messieurs,

*En réponse à votre tract intitulé « Pourquoi tant de haine dans un bulletin de retraités » qui fait suite à la publication du Journal du Club des Retraités de JCDecaux du mois de juin dernier, je souhaite clarifier certains points*

*Ce journal, imprimé sans que JCDecaux ne le valide, est une initiative bénévole de quelques retraités de JCDecaux et a le grand mérite de perpétuer un lien entre d'anciens collaborateurs qui ont plaisir à partager des nouvelles de l'entreprise et de ses salariés. Ce principe me paraît tout à fait louable.*

*Concernant le numéro qui a suscité votre indignation, il est évident qu'il ne reflète en rien les valeurs que porte le Groupe depuis sa création.*

*Comme vous le savez, JCDecaux a toujours privilégié la diversité, l'égalité et le respect des femmes et des hommes qui forment la communauté de ses collaborateurs. C'est ainsi que j'ai signé en 2008 la Charte de la Diversité, considérant le recrutement de salariés aux origines ethniques, sociales et culturelles variées comme une opportunité d'enrichissement mutuel.*

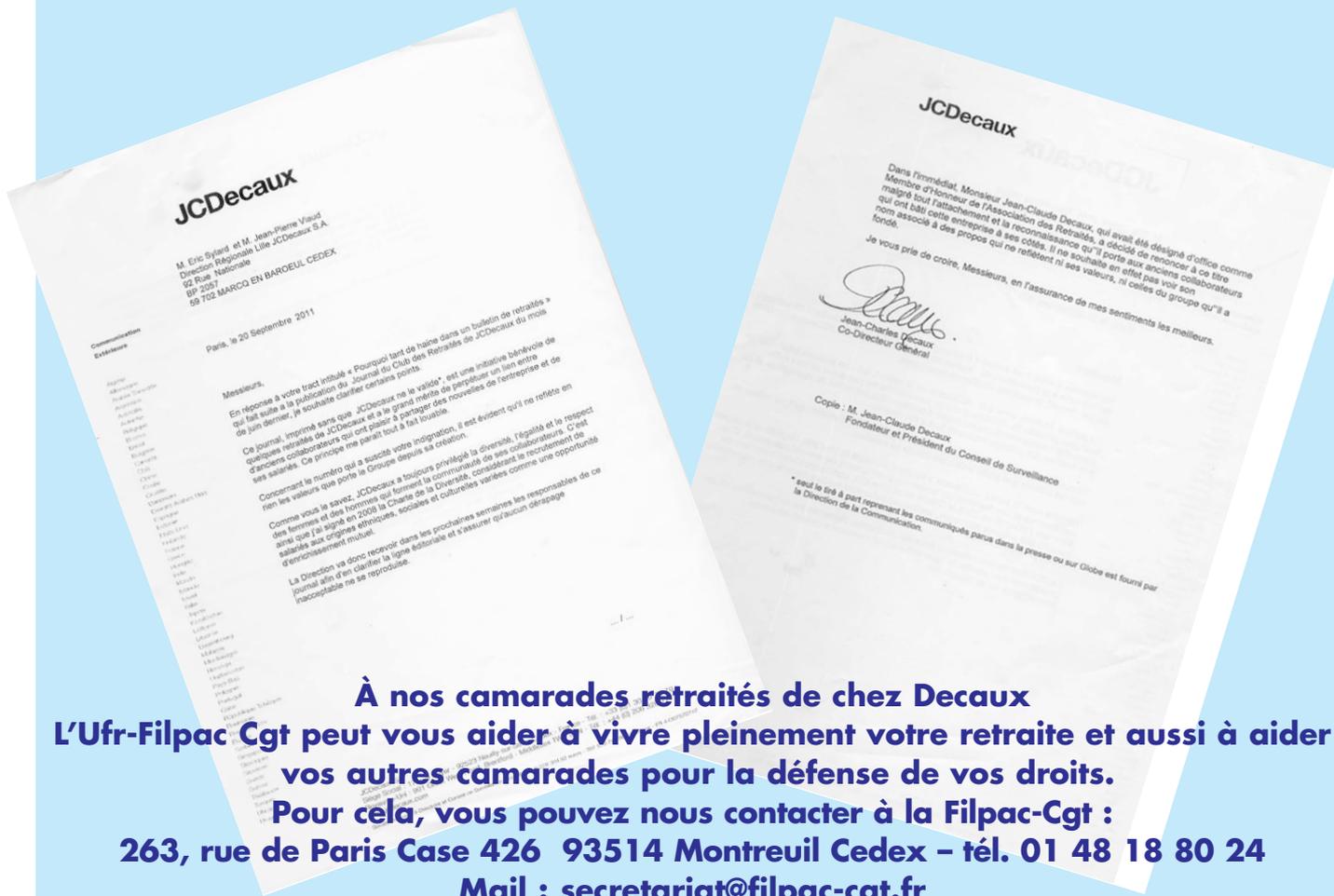
*La Direction va donc recevoir dans les prochaines semaines les responsables de ce journal afin d'en clarifier la ligne éditoriale et s'assurer qu'aucun dérapage inacceptable ne se reproduise.*

*Dans l'immédiat, Monsieur Jean-Claude Decaux, qui avait été désigné d'office comme Membre d'Honneur de l'Association des Retraités, a décidé de renoncer à ce titre malgré tout l'attachement et la reconnaissance qu'il porte aux anciens collaborateurs qui ont bâti cette entreprise à ses côtés. Il ne souhaite en effet pas voir son nom associé à des propos qui ne reflètent ni ses valeurs, ni celles du groupe qu'il a fondé.*

*Je vous prie de croire, Messieurs, en l'assurance de mes sentiments les meilleurs.*

Jean-Charles Decaux Co-Directeur Général

Copie : M. Jean-Claude Decaux Fondateur et Président du Conseil de Surveillance



**À nos camarades retraités de chez Decaux  
L'Ufr-Filpac Cgt peut vous aider à vivre pleinement votre retraite et aussi à aider  
vos autres camarades pour la défense de vos droits.  
Pour cela, vous pouvez nous contacter à la Filpac-Cgt :  
263, rue de Paris Case 426 93514 Montreuil Cedex - tél. 01 48 18 80 24  
Mail : [secretariat@filpac-cgt.fr](mailto:secretariat@filpac-cgt.fr)**



**70<sup>e</sup> anniversaire****Nous y étions...**

Lionel DUQUENNE



**C**omme chaque année, notre Ufr a rendu hommage aux fusillés de Châteaubriant le dimanche 23 octobre. Nous étions plus de 7000 venus de toute la France sous un soleil magnifique.

**Un peu d'histoire :** L'histoire des fusillés se déroule lors de la seconde guerre mondiale au centre de séjour surveillé de Choiseul situé à Châteaubriant. Ce camp abrite des prisonniers de droit commun et un bon nombre de détenus « politiques » dont la plupart sont des communistes et des syndicalistes. Il est gardé par des gendarmes français. Ce camp dépend administrativement du sous-préfet.

**C'est à la suite de l'exécution par les résistants**, en octobre 1941, du colonel Hotz, feldkommandant de Nantes, que le préfet est chargé d'établir une première liste de cinquante otages parmi les prisonniers désignés pour subir la vengeance des nazis. Celle-ci sera finalement refusée.

**C'est la préfecture de police de Paris** qui se chargera de la basse besogne et établira une seconde liste composée en majorité de communistes et syndicalistes. Le 22 octobre après-midi, le camp est ainsi cerné par les SS et toutes les baraques sont visitées ; 27 hommes au total sont désignés et enlevés par deux camions qui les conduisent à la carrière de la sablière où ils sont exécutés. Le plus jeune de ces otages, Guy Moquet (militant des Jeunesses communistes) est alors âgé d'à peine 17 ans.

**A l'heure où les peuples de toute la planète** subissent de plein fouet les révoltes ou l'austérité, au moment où les populismes et les théories d'extrême-droite font leur lit dans les médias, le sens du combat des fusillés résonne avec d'autant plus de vigueur. Leur engagement politique

et/ou syndical se révèle être le miroir de nos combats contemporains.

**Le lien entre cette période et aujourd'hui** est que le capital détruit les acquis qui ont vu le jour à l'issue de la Seconde Guerre mondiale. Il est donc logique parce qu'il est issu directement du programme du Conseil national de la Résistance.

**Le second lien est** à mettre dans le contexte de stigmatisation de certaines populations, de crise économique très grave (certains disent que c'est la plus grave depuis celle de 1929 qui a donné lieu aux grands bouleversements quelques années plus tard).

**Les citoyens font face à une classe dirigeante** qui joue le jeu de la division, de la haine, de la violence, comme dans les années 1930, certains éléments le montrent : le traitement des populations immigrées (qu'elles viennent d'Afrique ou des Roms) et du coup on constate la même volonté des forces progressistes de s'allier pour répondre à la gravité de la situation.

**Nous sommes aujourd'hui en face** des mêmes défis sociaux : (éducation, partage des richesses et du savoir avec tous les potentiels de la révolution de l'informationnel). Environnement aussi... C'est donc répondre à la question : faut-il répondre aux besoins fous d'une minorité ou répondre aux besoins de tous les peuples ? Il ne s'agit pas de nostalgie mais du respect et de l'admiration des hommes de cette époque. On constate que le message transmis par les résistants est assez simple : certes, c'était des idéaux, mais avec la nécessité de survie.

**Le meilleur moyen de respecter cette page sombre** de notre histoire n'est pas d'en faire des héros mais de poursuivre le combat pour enrichir ces acquis.

**Et surtout il ne faut pas raisonner en nostalgique car les combats de chaque jour sont toujours d'actualité pour les peuples.** ●



# L'INDÉPENDANT

## Les Journaux du Midi

Georges CONGI – le 26 octobre 2011



**D**és qu'ils ont appris que 33 postes seraient supprimés, disparition de la Pao : 10 personnes, de la maintenance : 2 personnes, services support : 7 personnes, rédaction : 9 personnes, ventes : 2 personnes, employés : 2, l'intersyndicale appelait à 2 jours de grève et à un rassemblement devant le journal le jour où la direction venait annoncer la triste nouvelle au comité d'Entreprise.

Les journalistes invitèrent les politiques de toute la région. Ces derniers répondirent présents, ce qui étonna beaucoup de monde. Ont répondu à cet appel : une députée européenne, 4 députés des Pyrénées-Orientales, 3 députés de l'Aude, le président de la Région Languedoc-Roussillon, deux

sénateurs, la présidente du conseil Général, le président de « l'agglomération », le maire de Narbonne, un adjoint au maire de Carcassonne et une quarantaine de maires. Plusieurs radios et télévisions. Le ministre Mitterrand a reçu une délégation à la préfecture.

Sur France-3-Roussillon, on a entendu un député dire aux représentants du Groupe : « *cela fait plusieurs années que vous pillez ce journal pour boucher les trous d'autres titres, aujourd'hui, le vider de sa substance est inadmissible.* ».

À la manifestation du 11 octobre, les salariés de l'Indépendant étaient en tête du cortège.

Arrivé devant l'immeuble du journal,

un rassemblement a eu lieu avec distribution de tracts et signatures de pétitions.

Où en sommes-nous aujourd'hui ? Suite à cette manifestation, le directeur du groupe *Sud-Ouest / Midi Libre - Indépendant*, Pierre Jeantet a organisé une réunion à Montpellier, où il a essayé de rassurer les salariés.

Le lendemain, Pierre Jeantet, présidait une réunion des actionnaires du groupe. Les salariés de l'Indépendant affrêtèrent un car pour se rendre à cette réunion, ils imposèrent qu'une délégation soit reçue, ce qui a été fait.

Les actionnaires reconnurent que ce plan avait été mal préparé. Une réponse définitive sera donnée en janvier 2012.

### Lu dans la presse

**Le nouvel Observateur**

Un type qui tue sa femme n'est pas vraiment un assassin (cqfd).



Détail navrant, cette personne avait déjà été victime l'an dernier d'un accident mortel.

**18**

Ensemble Ufr - Filpac N° 62-63 - décembre 2011





# C'est leur opinion...

## Oui, la laïcité... totalement !

Par Jean LANDRY

### Réponse à René Mahaud - journal *Ensemble*, Ufr-Filpac

Mon vieux René, mon ami, mon frère

Voilà des années que ta plume intelligente et percutante donne de la saveur à notre journal *Ensemble* et appelle ses lecteurs à la réflexion. Tes analyses politiques nous sont précieuses et rares sont ceux d'entre nous qui n'y ont pas puisé des raisons d'agir.

C'est bien pourquoi je ne laisserai pas passer un papier portant ta signature sans le lire et le disséquer.

J'ai donc lu avec attention « La Laïcité » (page 15 dans le n° 61). Bien évidemment, j'en partage la quasi-totalité du contenu. Mais sur une question aussi importante, peut-on ne pas tout dire ? Et comment en quelques lignes en faire le tour ? Ma réponse se veut donc complémentaire et non exhaustive.

- D'abord, je te rejoins dans ton « anticléricalisme » au sens le plus étymologique du terme. Anticlérical, je le suis peut-être plus que toi, car toi tu vois ça de l'extérieur, alors que moi, j'en souffre « de l'intérieur ».

- Concernant le rappel historique, je le trouve partiel et partial. Rien n'est faux, mais tout n'est pas dit. Qui donc pendant des siècles a suppléé aux carences des États (royaux ou républicains) en matière d'éducation, de santé, de morale sociale et humanitaire ? Qui, pendant des siècles, s'est occupé des pauvres, des malades, des laissés pour compte de la vie ?... Certes, certains, dans ces actions, en ont tiré bénéfice et je n'affirmerai pas que toutes les intentions étaient dénuées de prosélytisme... Mais faut-il pour autant jeter le bébé avec l'eau du bain ? Encore aujourd'hui, dans combien de coins de notre Terre injuste et inhospitalière, des chrétiens, au nom de leur foi, servent aux avant-postes des causes humanitaires, pacifiques et vitales, rejoignant sur ce terrain d'autres hommes animés peut-être par d'autres idéaux. Ces chrétiens-là sont d'authentiques laïcs. Ils puisent leurs motivations dans une foi qu'ils partagent dans un groupe humain qu'on appelle « Église », et qui, je te l'accorde, porte sa part de fautes, de trahisons, de compromissions et d'erreurs... Que le groupe humain (politique, syndical, citoyen) qui en est exempt lui jette la première pierre !

- Ce qui m'apparaît surtout dans tes propos, c'est leur aspect réducteur, bien compréhensible quand on traite d'un tel sujet « de l'extérieur ». Comment quelqu'un qui ne partage pas notre foi peut-il comprendre que celui qui prétend s'y référer (mystère...) puisse en dessiner la courbe de sa vie et y puiser la force pour agir ? Cette affaire-là n'est pas que du domaine de l'intime et de l'individuel puisqu'elle est constitutive de ma conscience, de mes déterminismes et de mes actes citoyens. Ce qui peut faire problème, ce n'est pas la foi en Dieu, c'est l'usage qu'on en fait. C'est pourquoi j'affirme avec toi qu'aucune religion au monde ne peut revendiquer le droit de posséder à elle seule toute la vérité

du mystère de la vie et de l'humanité. Je dénonce avec force (et cela, on ne l'entend pas assez !...) l'usage de toute référence ou appartenance religieuse à des fins politiques ou identitaires, causes de combien de guerres appelées à tort « de religion »... Il est là le vrai problème que nous posent aujourd'hui l'islamisme, les évangélistes yankee ou bien la « reconquista » catholique, et pas dans ce qu'on appelle « les signes ostentatoires ». S'ils n'étaient que cela !

Dernière remarque sur l'aspect réducteur de ton « papier » : « La science qui avance » est aussi l'œuvre de chercheurs chrétiens qui savent parfaitement concilier science et foi. Quant à l'intervention divine dans les affaires humaines, trop de gens, devant des drames humains, nous disent : « Où est-il ton Dieu ? », pour qu'on puisse en plus l'accuser d'interventionnisme.

Ceci dit, je signe aussi avec toi pour dénoncer les dangers que court aujourd'hui notre France laïque et républicaine. Je condamne toute forme de prosélytisme, réveillé par tous les groupes en « isme » qui nous envahissent et qui, pour être minoritaires, n'en sont pas moins dangereux. Je te rejoins dans les combats pour la liberté qui a su émanciper égalité et fraternité, vertus profondément chrétiennes.

Ne crois surtout pas que j'ai été insensible à ce coup de champagne que tu envoies à « ceux qui se reconnaîtront ». Les quelques trop rares années qui nous ont vus collaborer fraternellement au sein de notre organisation syndicale (la majeure partie de ma vie syndicale ayant été au sein de l'UD-33 et des instances confédérales) suffisent à évacuer toute mésentente sur ce sujet grave et vital qu'est « la laïcité ». J'ajouterai juste que ceux qui nous ressemblent dans le syndicalisme et dans les combats politiques sont beaucoup plus nombreux que tu ne pourrais l'imaginer : qui dira jamais combien de militants ouvriers sont issus de la Jc, y compris dans notre Cgt ? Et peut-on oublier la grande aventure des prêtres ouvriers ? On n'affiche pas nos appartenances, mais « celui qui croit au Ciel et celui qui n'y croit pas » savent se reconnaître, se respecter et se retrouver frères.

En conclusion, je voudrais affirmer que tout ce que je dis ici, je le dis avec tout le respect que je dois à des camarades et avec toute la prudence que m'inspire la longue tradition d'anarcho-syndicalisme véhiculée dans nos corporations. Le lecteur qui voudrait voir dans mes propos un aspect polémique se tromperait sur mes intentions et m'offenserait.

Merci, René, d'avoir permis cet échange dont je souhaiterais qu'il inspire d'autres camarades... et pourquoi pas sur d'autres sujets, ce qui serait la preuve évidente de la vitalité de notre Ufr.

P.S. Puisque tu te réfères à Madeleine Delbrel, je te joins ce document qui t'en dira plus sur cette militante chrétienne ouvrière. ● J. L. ➤



« Celui qui croit au ciel et celui qui n'y croit pas »

savent se reconnaître, se respecter et se retrouver frères



# La laïcité suite... sans fin!

Par René MAHAUD

►  
Mon cher Jean

**B**ien que je m'adresse à toi en particulier, cette suite s'adresse à toutes et tous les camarades de notre Ufr-Filpac, je souhaite que les réflexions que nous échangeons soient reprises et discutées par le plus

Jean-Pierre Chevènement.

Comme je le disais dans mon premier article, cette déclaration constitue une véritable rupture avec l'armistice idéologique de 1905, quelles que soient les meilleures intentions, elles seront toujours détournées par les extrémistes de tous bords, tu crois avoir décelé un « anticléricalisme » dans ma démarche, c'est un

laïcs libres-penseurs, il est temps, grand temps de réagir pour maintenir le fragile équilibre réalisé en 1905.

Tu abordes ensuite le délicat problème de l'engagement vers autrui et tu parles comme si pendant des siècles il n'y avait eu que des hommes de foi pour l'éducation, les soins aux malades, la morale... Je suis sûr qu'il y en avait autant qui pratiquaient la solidarité sans référence au divin, un peu comme M. Jourdain faisait de la prose sans le savoir, comme tu le dis toi-même ce qui peut faire problème ce n'est pas la foi en Dieu, c'est l'usage qu'on en fait.

D'accord avec toi pour reconnaître que des chercheurs croyants ( pas seulement chrétiens, il y avait des Arabes, des juifs et d'autres encore) ont fait avancer la science souvent en contradiction avec leur culture religieuse, par exemple Pasteur qui cherchait Dieu dans ses expériences sur la « génération spontanée » qui finalement a démontré qu'elle n'existait pas, ou Pierre Teilhard de Chardin, prêtre et paléontologue, qui honnêtement a rendu compte de ses travaux sur l'évolution des espèces contre l'avis dogmatique de l'Église, en fait il ne s'agit pas d'avoir la foi, mais d'être de bonne foi.

La vie est une aventure merveilleuse et il n'est pas surprenant que l'humanité se soit interrogée sur son existence et qu'en l'absence d'explications rationnelles elle ait eu la tentation d'attribuer la création à un esprit divin, pour moi c'est l'inverse, c'est l'homme qui a créé Dieu, et devant le mystère de la vie, j'ai la modestie de dire : je ne sais pas, je ne sais pas pourquoi on peut imaginer quelque chose d'infini et pourquoi c'est aussi difficile d'imaginer quelque chose qui n'a pas de commencement, Hubert Reeves\* s'y emploie depuis de nombreuses années, il n'a pas encore trouvé, espérons ! ● **R. M.**

\* Hubert Reeves. Astrophysicien qui enseigne la cosmologie à Montréal et à Paris, auteur de nombreux ouvrages sur le cosmos tels : *La Première Seconde, Poussières d'étoiles*. Éditions du Seuil.



*Saint Jean baptisant le peuple - Nicolas POUSSIN 1594 - 1665*

grand nombre et nous nous ferons un devoir et un plaisir de publier dans notre *Ensemble* les contributions qui nous parviendront, j'en suis, sûr.

Reprenons le fil de la laïcité, je suis heureux que tu partages mes inquiétudes sur les atteintes à la laïcité dans la période récente, depuis 2000 très précisément, avec la *Déclaration des principes et fondements juridiques régissant les rapports entre les pouvoirs publics et le culte musulman en France* signée le 28 janvier 2000 en présence du ministre de l'Intérieur du moment,

terme que je réfute, considérant que les croyants se donnent les structures humaines qui leur conviennent et cela ne me regarde pas, ce qui me regarde par contre, c'est quand ces structures prétendent m'imposer un mode de pensée ou un mode de vie que je refuse, alors si on peut parler d'anti ce serait plutôt "antiintégriste, antifanatique, antisioniste".

La déclaration du 28 janvier 2000 a suscité aussitôt des réactions de satisfaction chez les musulmans, de surenchère chez les intégristes catholiques ou protestants ou sionistes et pas assez chez les

# Toujours les mêmes rancœurs

## Quant Bachelot entend le mot Résistance...

Par Bernard ENGGASSER

Le 20 juin, Mme Roselyne Bachelot, notre exubérante ministre des Solidarités et de la Cohésion sociale, se voulait présente à Strasbourg pour clore les débats sur la dépendance par lesquels le gouvernement, sous les injonctions de notre monarque élyséen, a voulu montrer sa disponibilité condescendante au dialogue auprès de ses sujets. Cependant, la réalité a été tout autre...

D'entrée, on a tenté d'écarter tous ceux qui ne se pliaient pas à un consensus autour des premières propositions de la majorité godillot de notre monarque s'exprimant par le rapport Rosso-Debord inspiré par le Medef pour assouvir l'appétit des assureurs.

Mal leur en a pris, puisque aussi bien les associations, les professionnels de la santé et de l'action sociale ainsi que les syndicats ont refusé que le débat s'enferme sous le clivage du thème de la dépendance stigmatisant les personnes âgées. Tous ont argumenté que la perte d'autonomie peut survenir à tout âge de la vie et que son financement d'accompagnement doit intervenir dans le cadre de la stricte solidarité nationale.

Mais, revenons au 20 juin à Strasbourg... En guise de débat ouvert, c'était réussi... pour avoir accès au Palais des Congrès, réservé pour la circonstance aux débats, il fallait montrer patte blanche car auparavant il était requis de passer par une inscription en préfecture.

Les participants ont été accueillis par une escouade de Crs et de policiers en civil présents jusqu'à l'intérieur du Palais des Congrès (un flic cela se repère même dissimulé sous son costume trois pièces, cravate).

Lors du débat, une centaine de manifestants s'étaient rassemblés aux abords du Palais des Congrès à l'appel de la Cgt. Ils ont été aussitôt entourés par un grand nombre de Crs donnant l'image d'une bouffonnerie grotesque... Un des manifestants s'écartant du groupe, dans l'intention de soulager sa vessie, s'est vu immédiatement appréhendé manu-militari par quatre flics !

Comme il fallait s'y attendre, le débat

lui-même a été circonscrit dans les limites voulues par les organisateurs. En présence de l'éminente Roseline Bachelot, il n'était pas pensable qu'il puisse y avoir de fausses notes !

En vue d'un semblant d'impartialité, on a invité, au nombre des experts, un économiste et conseiller confédéral de la Cgt. Mais celui-ci s'est vu très vite prisonnier du peu de temps qu'on lui laissait pour s'exprimer.

### Du rose fuchsia au rouge de colère !

Malgré toutes ces précautions de bonne tenue, certaines interventions ont interpellé grandement la flamboyante Mme Bachelot. Connue pour ses extravagances vestimentaires en rose fuchsia, elle en est devenue toute rouge de colère !

Une participante au débat a fait remarquer que le gouvernement devrait être en capacité de financer la perte d'autonomie alors qu'il avait instauré un bouclier fiscal qui vient d'être supprimé vu son impopularité et qu'en compensation on avait allégé l'ISF pour consoler nos riches éprouvés par tant de critiques sur les cadeaux fiscaux que leur ami monarque leur a offerts.

Notre Roselyne n'a pas apprécié de tels propos en indiquant, comme unique défense, dans son discours de clôture (1) que ces sommes ne compenseraient pas les dépenses pour ladite dépendance. Sans doute que Madame n'avait pas connaissance du fait que le rapporteur Ump du Budget, Gilles Carrez lui-même, estime que les déficits publics, aujourd'hui, sont liés aux 100 milliards d'euros de baisse des recettes fiscales depuis 2000 (cadeaux aux riches).

Les intervenants de la Cgt ont rappelé que la protection sociale est un droit acquis depuis le Conseil national de la Résistance qui, dès 1945, a instauré en France la Sécurité sociale afin d'assurer à tous les citoyens des moyens d'existence. Ils ont rappelé la revendication d'intégrer les situations de perte d'autonomie, de handicap, dans la branche maladie de la Sécurité sociale, dans le cadre des propositions de réforme financières défendues par la Cgt.

### Résister au présent

Il n'en fallait pas plus pour que sa Grandeur Bachelot s'offusque en réagissant par la répartie suivante... « *J'en ai assez que l'on évoque à chaque fois le Conseil national de la Résistance tel encore Stéphane Hessel dans son dernier livre !* » (2)

Que notre ministre soit agacée par l'évocation de la Résistance et les écrits de Stéphane Hessel qui, entre autres fonctions, a été secrétaire de la commission ayant élaboré à l'Onu la Déclaration universelle des droits de l'homme en dit long sur la doctrine de Madame !

En effet, notre ministre semble en parfaite harmonie avec Denis Kessler, numéro deux du Medef de 1994 à 1998, qui, dans *Challenge* du 4 octobre 2007, a déclaré... « *Adieu 1945, raccrochons notre pays au monde ! Le modèle social français est le pur produit du Conseil national de la Résistance. Un compromis entre gaullistes et communistes. Il est grand temps de réformer et le gouvernement s'y emploie. (...) Il s'agit aujourd'hui de sortir de 1945 et de défaire méthodiquement le programme du Conseil national de la Résistance !* »

N'en doutons pas, par sa réaction, Mme Bachelot a exprimé la pensée de l'aéroportage de ses proches, Sarkozy, gouvernement et Medef, qui entendent « se défaire méthodiquement » des acquis du Cnr...

Mais, dans ses propos, on a également pu percevoir de la crainte... la crainte d'un peuple qui se met debout car... n'en déplaise à tous ces pourfendeurs de notre protection sociale, acquise dans l'histoire par les luttes... « *RESISTER est un verbe qui se conjugue au présent* » tel que l'évoquait la regrettée Résistante Lucie Aubrac.

(1) Sur le site dépendance du gouvernement on peut lire le discours de clôture de la ministre Bachelot. Cependant, les termes utilisés en réaction aux interpellations citées ne figurent pas dans le texte !

(2) Sans doute en vue d'atténuer son propos, elle a également évoqué qu'elle était fille de résistant. ● B.E.

# Des chiffres et des lettres... ?

## L'union européenne au bord de l'explosion !

Par Georges CONGI

**D**epuis des décennies, les pays vivent largement au-dessus de leurs moyens, en empruntant aux banques sans compter. Il en est de même pour les particuliers qui se retrouvent surendettés parce que les banques ne cherchent pas à savoir s'ils ont déjà d'autres crédits.

Les intérêts sont tels qu'à un moment, pour cause de chômage, de maladie ou autres, ils ne peuvent plus rembourser.

C'est ce qui est arrivé en Amérique où des millions de propriétaires ne pouvant faire face ont mis les banques en grande difficulté d'où la crise, sans précédent, de 2008.

### La dette publique dans le monde

Pour chaque pays, la somme est en millions de dollars et en pourcentage du Pib.

Canada	: 1737 - 84,2 % du Pib
États-Unis	: 15227 - 99,5 % du Pib
Brésil	: 2422 - 65,7 % du Pib
Royaume-Uni	: 2472 - 83 % du Pib
France	: 2751 - 87,6 % du Pib
Espagne	: 1485 - 64 % du Pib
Italie	: 2181 - 120 % du Pib
Allemagne	: 3519 - 80,1 % du Pib
Russie	: 1894 - 8,5 % du Pib
Chine	: 6518 - 17,1 % du Pib
Japon	: 5822 - 229 % du Pib

Avec la crise est apparue une nouvelle race de requins de la finance « les agences de notation », elles sont liées aux plus grands financiers de la planète. Elles se permettent de décider que telle banque ou, tel pays ne pourra pas rembourser sa dette et lui transforme sa cotation **AAA** en **AA** ou en **BBB**, ce qui leur permet de prêter de l'argent à 6% au lieu de 3% auparavant.

Il y a là un quiproquo : si la banque ou un pays ne peuvent pas rembourser à 3%, comment le feront-ils à 6% ? N'est-ce pas là une façon comme une autre de le mettre en faillite ?

C'est ce qui vient de se passer pour la Grèce qui était depuis quelque temps dans l'œil du cyclone. Trois banques françaises qui ont acheté des millions de la dette grecque se sont vu abaisser leur note par l'agence Moody's. A l'heure où j'écris ces lignes, la Société générale voit ses actions baisser de 61%, la Bnp de 51,5%, et le Crédit agricole de 55,5%, on parle même de recapitaliser ces banques, ce qui voudrait dire que l'État devrait s'endetter davantage pour les sauver.

Bien que faisant des bénéfices colossaux, plusieurs banques vont supprimer des postes de travail.

### La banque centrale européenne

La banque suisse Usb vient, à cause d'un trader imprudent, de perdre 2 milliards d'euros.

Créée par le traité de Maastricht en 1992 et mise en place

en 1998, avec l'argent des États, sa mission essentielle est, après l'installation de l'euro (1<sup>er</sup> janvier 1999), de définir et de mettre en œuvre - en collaboration avec les banques nationales - la politique monétaire européenne commune.

Ce qui est incompréhensible, c'est qu'un pays qui a besoin d'emprunter de l'argent n'a pas le droit de demander à la Bce, mais doit passer par une banque, qui, elle, emprunte à la Bce à 3% et le prête ensuite à ce pays à 5 ou 6%. Il y a là un non-sens.

La crise a fait perdre 200 Mds d'euros aux banques de l'UE



La première tour Goldman Sachs réalisée en 2004, située à Jersey City dans l'État du New Jersey

### La dette française

Lorsque Sarkozy a été élu Président, la dette de la France était de 1209,5 Mds d'euros, ce qui fit dire à Fillon que les caisses étaient vides, il n'a pas osé dire que la France était en faillite.

La crise aidant, la France a dû s'endetter encore davantage pour sauver les banques qui se retrouvaient sans liquidités.

Après quatre ans de sarkozysme, la dette atteindra 1789 Mds d'euros, soit 64,2% du Pib.

Chaque année, les intérêts absorbent plus de 10%



# Vive la fin du monde capitaliste !

Par Andrée KOLAR

des dépenses de l'État.

Selon la Cour des comptes, la crise n'explique qu'un tiers de l'actuel déficit, les deux autres tiers seraient dus à un déficit des recettes dû à une insuffisante création de richesses et à une politique fiscale qui a multiplié les cadeaux aux entreprises et aux contribuables les plus riches.

Sentant le vent du boulet arriver, le gouvernement s'attaque au désendettement afin de tranquilliser les marchés.

## Un plan d'économie est lancé :

Augmentation du tabac de 6% le 3 octobre plus 6% en 2012 ; l'alcool, plus 6% ; pour les boissons sucrées, la Tva passera de 5,5 à 19,6% ; les nuitées, dans les hôtels, à partir de 200 euros, seront taxées de 2% ; les mutuelles verront la taxe de 3,5% passer à 7% ; en ce qui concerne une résidence secondaire ou un appartement à louer, les plus-values seront taxées dès la première année, l'exonération se fera totalement au bout de 30 ans (aujourd'hui 15 ans).

Pour les plus riches : une taxe exceptionnelle de 3% rapportera à l'État 200 millions d'euros, soit dix fois moins que le cadeau fait aux riches sur l'ISF. D'autres niches fiscales risquent d'être touchées. Elles représentent 74 Mds d'euros. Ce que nous savons moins, c'est que d'anciennes niches fiscales sont devenues des acquis. Exemple : nos camarades journalistes défalquent 30% de leur revenu. Ce qui était vrai hier ne l'est plus aujourd'hui, les dernières représentent 145 Mds (entendu dans l'émission C dans l'air).

L'État espère économiser 11 Mds en 2012, mais, selon l'Insee, la croissance sera de 1,7% en 2011 et de 1,4% en 2012. Ce n'est pas avec une croissance pareille que l'on sauvera le pays.

Si, après la Grèce, l'Irlande, le Portugal, l'Espagne, l'Italie et l'Amérique, les agences de notation suppriment le AAA de la France, c'est à coup sûr l'éclatement de l'Europe.

Nous retrouverons le franc, les frontières qui nous permettront de faire un peu de protectionnisme. Je m'aperçois que c'est exactement le programme de Marine Le Pen. Alors quand on sait qu'un récent sondage nous révèle que dans le vote ouvrier 42% ont l'intention de voter pour Marine Le Pen, je vous laisse réfléchir... ●

L'évolution du climat, avec le réchauffement et les calamités, naturelles ou non, qui frappent durement la planète et ses habitants ces dernières décennies font ressurgir, pour le plus grand bonheur des sectes et gourous de tout poil, les prédictions apocalyptiques. La dernière en date, à ma connaissance, serait d'origine maya : ceux-ci auraient prédit autrefois (quand ? nul ne le sait) que ce serait pour le 21 décembre 2012.

Ce genre de bobard touche beaucoup plus de monde que les rationalistes que nous sommes ne le supposent à première vue et contamine même des gens intelligents qui disent : Pourquoi pas ? Ces prédictions proviennent de différentes sources sans lien entre elles : Jean de Patmos (St Jean l'Évangéliste) ne pouvait être connu des Mayas. Or, il est dit dans les Évangiles que le monde finira « avant que 2000 ans ne soient accomplis ». Ils sont bien accomplis, mais depuis très peu de temps ; et les catastrophes se multiplient ... Alors ?

C'est évidemment oublier un peu vite que de nos jours nous sommes informés des événements dès qu'ils se produisent, et cela sur toute la planète. D'où une impression d'accélération dans la multiplication des catastrophes. Il n'en allait évidemment pas de même quand les nouvelles circulaient au mieux à la vitesse du cheval, et pas pour tout le monde. Les expéditions de Gengis Khan, par exemple, et les massacres qui s'ensuivaient, ont peut-être été connues des souverains européens mais sûrement pas des paysans qui formaient alors la majorité de la population. La même chose pour les inondations du Yang Tsé ou les éruptions volcaniques dans le Pacifique ou les Andes. Il faut savoir relativiser et considérer les

conditions dans lesquelles se produisent les événements, heureux ou malheureux.

Cela dit, pour ma part et vu les mouvements qui éclatent partout dans le monde, je verrais assez bien le début de la fin du monde en 2012, non pas le 21 décembre mais plutôt le 6 mai, renforcé par le 17 juin. Un renversement de la situation, un peu comme en 1936, dans le pays qui a les plus anciennes traditions révolutionnaires et les a mises en œuvre après les avoir théorisées, ce qui fait toute la différence entre la révolution et la révolte. Même vaincues, il est toujours resté quelque chose des luttes sociales et politiques françaises. Le progrès de la condition ouvrière s'est imposé au prix du sang, du bain et de la prison, mais il s'est imposé. Il suffit de comparer l'abominable misère populaire dénoncée à maintes reprises par Victor Hugo dans ses discours politiques, face à une majorité bourgeoise féroce et imbue de sa supériorité, et la condition des défavorisés d'aujourd'hui. Elle est certes inadmissible et doit disparaître, elle aussi. Le progrès est néanmoins indéniable.

Alors, pourquoi ceux qui préféreraient Hitler au Front populaire ou leurs descendants qui portent au pinacle Merkel et Sarkozy seraient-ils toujours les maîtres ?

Partout, ceux qui vivent de leur travail - ou qui voudraient pouvoir en vivre - se lèvent, souvent sans théoriser, maladroitement, mais ils se lèvent.

Alors, et si 2012 était bien l'année (du début) de la fin du monde... capitaliste ?

Pour se débarrasser du capitalisme,  
*il faut lui couper les bourses.*  
Pensée de MAHAUDZEDONG





## Réflexion sur la casse des acquis...

# Comment patronat et capitalistes ont-ils fait pour arriver à ce résultat ?

Par Richard MERMET

Il y a environ trente ans, les chroniqueurs économiques se gargarisaient du « théorème d'Elmut Schmitt », chancelier ouest-allemand de l'époque, qui disait : « *Les profits d'aujourd'hui font les investissements de demain, qui seront les emplois d'après-demain.* » (1)

Trente ans après, où en est on ? Les profits ont-ils fait les investissements et ceux-ci ont-ils fait des emplois ? La réponse est : Non, pas du tout !

Aurions-nous été trompés ? Oui ! Car les riches, les patrons ont accaparé les profits venant de la surexploitation des salariés.

En vertu de la loi des vases communicants, si les profits ont augmenté, c'est que quelque chose d'autre a diminué en proportion inverse, et ce qui a diminué, c'est le salaire, le salaire net.

Alors, où sont passés les dizaines, les centaines de milliards que l'on nous a « piqués », où sont-ils allés ?

Là encore, la loi des vases communicants est formelle : si les profits supplémentaires n'ont pas été réinvestis en investissements et salaires, c'est qu'ils ont été épargnés. Ils ont nourri ce qu'on appelle l'accumulation financière, les revenus financiers. Et cette épargne a été produite par les richesses considérables qui ont été obtenues par l'exploitation, une production accrue des travailleurs, les progrès de la modernisation des outils de travail depuis trente ans et par l'application de la formule **AA**. (2)

Comment le patronat, les capitalistes ont-ils fait pour arriver à ce résultat :

### ILS ONT INVENTÉ LE CHÔMAGE DE MASSE !

Ce chômage qui, d'une part, fait disparaître une masse salariale (chaque emploi supprimé ou non créé prive les salariés de protections sociales car c'est moins de cotisations qui rentrent pour la « Sécu », les retraites...), et, d'autre part, un moyen de pression contre les autres salariés, le chantage à l'emploi, qui bloque aussi les revendications salariales, les gouvernements de droite appellent cela une politique de « modération salariale » !

De là découlent d'autres inventions patronales comme le Rsa, Rsa qui, évidemment, n'aurait pas pour but d'inciter les gens à trouver du travail, ce qui supposerait d'abord que le chômage de masse que nous connaissons est volontaire, ce qui, bien sûr, est un pur mensonge, et « donner » du travail aux chômeurs ne peut se faire quand il n'y a pas de travail. Le Rsa participe aussi à la démolition du Code du travail (obligation de prendre n'importe quel emploi, à n'importe quel prix).

Mais malgré ces reculs, le salaire résiste grâce à notre système de protection sociale car il est fondé sur la cotisation sociale (pour le patronat, la cotisation est appelée une charge). C'est pourquoi, gouvernements et patronat s'acharnent à casser ce système en mentant à longueur de journée avec leurs médias.

La cotisation sociale en monnaie, est un système qu'on peut qualifier de révolutionnaire car ce

système de protection sociale est **salarial**.

### EXPLICATIONS OU RAPPELS :

#### Partons d'un point absolument névralgique : Le salaire

Le salaire est un tout, composé de deux parties indissociables :

- Le salaire direct, celui que l'on trouve au bas de la feuille de paye ;
- Le salaire indirect, la cotisation sociale payée en majeure partie par l'employeur et proportionnelle au salaire direct : retraite, famille, maladie, chômage (pour ne citer que les principales), salaire indirect et non pas différé, comme on l'entend trop souvent.

#### Le salaire différé

N'est rien d'autre qu'une épargne que je mettrai de côté et que je toucherai ultérieurement à l'occasion de mon départ à la retraite ou d'un arrêt maladie ou la perte de mon emploi. Il sera donc dépendant de ce que j'aurai mis de côté et proportionnel à la richesse créée par mon travail passé.

#### Avec le salaire indirect

Ce n'est pas du tout comme ça que les choses se passent. Pour se soigner, vivre en chômage ou à la retraite, ce que nous touchons ne dépend pas strictement de nos « contributions » personnelles épargnées, mais d'un choix qui résulte d'une délibération politique, choix mis en place en 1945 par le Cnr (Conseil national de la Résistance). Aussi, avec le salaire indirect, les cotisations sociales, nous nous mettons en situation, nous salariés, d'être payés non seulement quand nous travaillons et pour notre travail, mais également d'être payés même quand nous ne travaillons pas, même quand nous n'occupons pas un emploi !





Que nous soyons retraités, chômeurs ou malades, nous sommes payés par le salaire, nous sommes et restons des salariés.

Avec la cotisation sociale, nous faisons la démonstration, dans la pratique, que nous pouvons parfaitement assumer ces situations.

En conséquence, si le salaire est versé à l'occasion de l'emploi, il nous paie à ne pas travailler, il nous paye à ne rien faire...

Ne rien faire, ce n'est pas rester inactif, oisif, c'est aussi travailler mais librement, les retraités dans de multiples associations en font la démonstration.

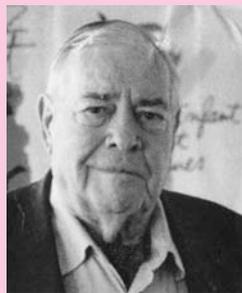
Alors, au lieu de faire des complexes de culpabilisation, sinon d'avoir honte, assumons cette conquête révolutionnaire qu'est le droit au salaire.

Perdre son salaire en perdant son emploi, c'est préhistorique ! Osons affirmer que le premier droit d'un chômeur, ce

n'est pas seulement le droit à un emploi, au travail, c'est avant tout le droit au salaire, la sécurité du salaire. Visons ce droit politique moderne ! ● R.M

1) **Profit** : Retirer un bénéfice, un avantage, un gain sur une opération économique. Le profit est la différence entre les gains réalisés et le total des sommes utilisées pour la réalisation de l'opération comme on dit : c'est tout bénéfice !

2) **A- AA - AAA** : Mystification capitaliste dans sa forme la plus brutale ! La formule AAA, c'est la possibilité de « faire de l'argent » en se passant de la production de marchandises, ce qui est pratiquement impossible, sauf, si comme cela se passe sous nos yeux, on surexploite les salariés, les peuples, on spéculé sur des informations plus ou moins réelles, qui nous entraînent dans une voie sans issue !



## *C'est une catastrophe!*

À chaque fois que la nature se déchaîne, tsunamis, inondations, feux, tremblements de terre, les bénévoles du SPF multiplient les initiatives pour apporter la solidarité aux victimes. Aujourd'hui, il s'agit de tout autre chose. Une décision prise par des humains, qui mène tout droit à une catastrophe alimentaire. S'il est difficile de s'y retrouver dans le dédale des directives européennes, celle-ci a le mérite - si l'on peut dire - d'être claire. En 2010, 18 millions d'Européens, dont 3,5 millions de nos compatriotes, ont reçu une aide alimentaire de l'Europe avec le Programme européen d'aide alimentaire aux plus démunis, le PEAD.

En 2012, leur nombre risque d'être réduit de 75%. En 2013, le risque est grand, si plus rien n'est donné. Mais tout n'est pas joué. Prochaine étape le 19 septembre, avec une réunion des ministres européens de l'Agriculture. Avec les autres associations intéressées, la Croix-rouge française, les Banques alimentaires, les Restos du cœur, qui sans cesse, jour après jour, recueillent des témoignages pour les faire connaître aux élus, aux responsables politiques, associatifs, nous allons empêcher que la faim gagne du terrain dans notre pays.

Quelle que soit l'évolution des négociations, le Secours populaire continuera à fournir son aide alimentaire. Il a distribué 90 millions de repas en 2010. Ses bénévoles doivent faire face aux demandes qui augmentent plus rapidement depuis le début de la crise économique.

Julien LAUPRÊTRE

Président du Secours populaire français.

*Le Conseil des ministres européens de l'Agriculture a refusé de voter l'évolution du Programme européen d'aide aux plus démunis (PEAD)*





**D**ans la gauche politique et syndicale, on voit bien ce qu'il faut faire pour améliorer le sort du salariat. Mais personne n'ose proposer les moyens qui permettraient de contrer et d'éliminer le pouvoir exorbitant du marché financier qui tend à diriger l'économie mondiale ; c'est-à-dire la production et la commercialisation des biens obtenus. Ce que propose la gauche en alternative à la politique économique du gouvernement ne peut se faire, car comment obtenir et appliquer une politique de vraie gauche avec des lois et règlements établis uniquement pour servir les intérêts de la bourgeoisie dominante ? On ressasse inutilement depuis des années des revendications dans ce contexte de la politique sociale de nos dirigeants qui tend à supprimer les acquis sociaux établis par le Cnr au profit des dividendes et de la spéculation sur tous les marchés.

On en est venu ainsi au stade où le syndicalisme rejoint la politique ; plus que jamais, il nous reste à parler politique de gouvernement devant

Ce n'est pas la Cgt par elle-même qui a ces problèmes, ce n'est pas non plus l'ensemble des syndicats, ce n'est pas le peuple français : ce sont tous les peuples de la Terre qui y sont soumis. La seule alternative est donc une révolution socialiste laïque mondiale. Tout le monde de gauche le sait ; personne ne veut s'y aventurer ! Attend-on le résultat des révoltes dans le monde et ce qui va en résulter ?

### Petit rappel

**Août 2007** : la dette privée des « subprimes » aux Usa met à la rue nombre de petits propriétaires qui ne peuvent plus suivre l'augmentation des intérêts de leurs prêts, provoquant un marasme dans les créances ;

**Août 2008** : la dette bancaire et la crise du crédit en Amérique se généralisent en s'étendant à tous les pays de la planète ;



ils mieux venir ce cataclysme d'une dictature de pauvreté et de misère qui les guette et réagissent plus promptement comme dans le monde arabe ?

Frédéric Lordon dans le *Monde Diplomatique* du mois d'août le dit : « *La construction européenne telle que celle qui choisit délibérément d'exposer les politiques économiques à la discipline des marchés financiers et à la concurrence libre et non faussée est la cause structurelle de la crise qui touche le salariat en premier et que la gauche déplore seulement.* ». En effet, tous les pays de l'Union européenne ont voté des lois disposées en ce sens et les arrangeant de manière formelle pour les rendre irréversibles. Il faut donc tout détruire de la même manière que les instigateurs de la globalisation financière et économique l'ont fait par « destruction/reconstruction », selon leur propre formule.

Mais peut-on détruire simplement comme l'a fait la droite avec les acquis sociaux ? Elle avait le pouvoir étendu à l'Europe, elle en a profité. Mais nous les humbles, « les gens d'en bas » comme le dit J-P. Raffarin, que peut-on faire sinon une révolution absolue devant les diktats des directives de la Commission de Bruxelles qui regroupe les agents de nos « maîtres » siégeant au Conseil de l'Europe ? Alors à notre tour, regroupons les peuples qui leur sont soumis pour mettre en place une gouvernance mondiale qui changera les choses.

Seul le syndicalisme, non pas celui de la Ccs qui nous a fait abandonner la lutte des classes, permettant à la bourgeoisie d'en sortir vainqueur, mais le syndicalisme universel qui rassemble les peuples au lieu de les faire s'affronter au nom de l'idéologie financière bourgeoise ainsi que le préconisait Karl Marx et que réclamait Jean Jaurès.

**PROLETAIRES DE TOUS  
LES PAYS, UNISSEZ-VOUS**

# Où en est-on ? Où va-t-on ? Que fait-on ?

Par Jean PAINDAVOINE

l'inanité de nos efforts à freiner la dégradation sociale où nos acquis fondent comme neige au soleil. Que lisons-nous dans nos journaux syndicaux ? Une continuité de revendications impossibles à satisfaire car le gouvernement mondial de la finance n'est pas institué pour le social dans chaque pays. Bien au contraire, il s'enrichit de l'appauvrissement des peuples que les gouvernements « pompent » sans trêve pour satisfaire une nouvelle noblesse qui veut vivre grasement sur le dos du « manant ».

**Août 2011** : les dettes cumulées des Usa et de l'Europe menacent le système économique mondial de rupture.

Ainsi la mondialisation innovée par la finance américaine en s'étendant sur tous les pays est devenue incontournable, irréversible.

Avec les diverses manifestations populaires qui se lèvent un peu partout, la mondialisation libérale est-elle à son apogée ? Les peuples, plus instruits que par le passé, sentiraient-





# Les « indignés » ?

## L'auberge espagnole !

### « *Bats-toi pour ce que tu veux.* »

Par Annick BEJEAN

**D**epuis le fascicule de Stéphane Hessel *Indignez-vous* (exactement dix-neuf pages), les « indignés » se reproduisent comme des petits pains (cf. l'exploit du camarade Jésus qui, en plein désert, multiplie cinq pains en quatre mille en quelques secondes). Dix-neuf pages, pas plus ! Il faut dire que s'indigner pour M. Hessel est une expérience assez récente : gaulleiste de la première heure, après la Libération, en 1946, il part aux États-Unis où il finit par rejoindre la commission des droits de l'homme aux Nations unies dont l'inefficacité n'est plus à démontrer. Est-ce que ceux qui ont eu la curiosité de lire son livre *Danse avec le siècle*, écrit en 1997, qui retrace le parcours de sa vie jusqu'en 1997, se sont étonnés de l'impasse faite sur la politique en France de la Libération à disons 1977 où il est nommé ambassadeur de la France par Giscard d'Estaing auprès des États-Unis à Genève. Il adhère au Ps en 1986.

Pourtant les sujets d'indignation ne manquaient pas sous le règne de Charles de Gaulle :

L'élimination de résistants communistes avant le débarquement par le moyen de dénonciations aux nazis pour nettoyer la place pour l'arrivée de Charles de Gaulle.

La tombe de Pétain fleurie successivement - au nom de la présidence de la République - par De Gaulle, Pompidou, VGE, Mitterrand...

Le ralliement des anciens pétainistes et collabos au Rpf - Frédéric Dupont - (parti créé par Charles de Gaulle à son arrivée au pouvoir).

Le suffrage universel imposé par de Gaulle à la place d'un régime parlementaire.



Les réseaux de la Françafrique mis en place par Focard.

L'Algérie française, avec l'usage de la torture, au moins 500 assassinats politiques d'Algériens entre 1958 et 1961.

La manif interdite des Algériens contre le couvre-feu réprimée par Papon sous De Gaulle et les massacres...

Le 8 février 1962, les 8 manifestants tués au métro Charonne par la police.

La répression envers l'OAS avec exécutions sommaires, torture, polices parallèles (SAC).

Et Mai-68, la répression brutale des manifestations étudiantes.

Une seule réserve dans *Danse avec le siècle* - pas une indignation - P. 142 : (en 1960) : « *J'étais engagé ce mois-là dans le militantisme en faveur de l'indépendance algérienne au Club Jean-Moulin et nous reprochions au général de Gaulle de traîner les pieds.* » Trop mignon, même pas indigné, même pas grondeur ! Et pourtant...

Après son *Indignez-vous*, Hessel commet un autre fascicule : *Engagez-vous !* Dans quoi ? Dans l'écologie ! De gauche ou de droite, peu importe. Le capitalisme crée une crise sociale, jette

les gens à la rue, les affame, l'argent disparaît dans les paradis fiscaux, des populations entières sont décimées par des dictateurs soutenus par les démocraties néocolonialistes - et remplacés par d'autres -, et que propose Hessel comme solution : l'écologie. L'écologie n'est pas politique puisqu'elle peut être de droite ou de gauche. L'écologie, pour l'instant, c'est protéger la Terre pour les riches, pendant que les autres meurent de soif, de faim ou s'empoisonnent avec toutes les saloperies qu'il y a dans les légumes, les viandes, les poissons, puisque les produits bios sont trop onéreux pour eux.

La citation suivante résume bien la vision qu'a Hessel du monde (p. 20) : « *Je suis un partisan inconditionnel de l'Onu. Je considère que les deux choses que ma génération a réussies, c'est de créer la Charte des Nations unies, et par la suite la Déclaration universelle des droits de l'homme, et d'autre part d'avoir pacifié l'Europe.* » (Bravo pour la pacification de l'Europe !)

P 21 : « *Il faut avoir conscience que des révoltes, ouvrières par exemple, sont encore possibles. Mais c'est peu probable étant donné la façon dont l'économie s'est développée et globalisée. Le genre *Germinal*, c'est un peu dépassé.* »

P 23 : « *Ce qui nous indignent actuellement, c'est que la planète va mal, que ►*





► *l'on ne fait pas ce que l'on devrait, qu'on laisse faire. Là aussi, le mot résister peut avoir un sens concret... »*  
C'est surtout ça qui doit indigner : l'état de la planète. Les gens qui crèvent, il s'en fout !

P 23 : « *Je crois en effet que l'engagement pour l'écologie est aussi fort que l'était pour nous l'engagement dans la Résistance.* » Les anciens résistants apprécieront !

Et si vous avez encore quelques doutes, p. 42 : « *Nicolas Hulot a eu l'intelligence de ne pas se mettre à l'intérieur d'un parti, mais de présenter l'obligation vis-à-vis de l'environnement comme dépassant les divergences des partis.* » Évidemment, toutes ces citations sont sorties de leur contexte et doivent être repérées dans une bouillie de bons sentiments qui gauchissent ses propos à certains moments mais éteignent toute velléité de révolte de masse politique. Ce qui lui permet de dire une chose et son contraire et de ménager la chèvre et le chou.

Résultat : les « indignés » sont pacifistes, ils font des sit-in et sont régulièrement évacués plus ou moins brutalement par les forces de l'ordre. Leur mouvement n'a aucune efficacité. Ils sont apolitiques et inorganisés. Ils reprochent au capitalisme de les décevoir. Leur analyse ne va pas jusqu'à le remettre en question. En Israël, les « indignés » ne remettent pas en question le sionisme, ils professent une indignation sélective qui n'inclut pas les catégories les plus défavorisées. Ils vont jusqu'à s'allier avec l'extrême droite : *le Monde* du jeudi 4 août 2011 : Adam un des organisateurs, actuellement en grève de la faim. « *Ce mouvement n'est pas politique, nous demandons simplement des conditions de vie plus supportables. Moi-même, je vote pour le Likoud (droite). Le clivage droite-gauche en Israël est plus politique qu'économique ; je vote « Bibi » (le Premier ministre Benyamin Netanyahu) car je suis favorable aux colonies israéliennes en Cisjordanie, même si je suis plus socialiste que capitaliste.* » En France, les « indignés » ne font pas un tabac. C'est probablement à cause de l'échéance électorale pour la présidence de la République.

En Espagne, les « indignés » sont plus dirigés vers les classes défavorisées et interviennent au niveau quotidien contre les expulsions. Mais ils sont aussi apolitiques. D'ailleurs, le mouvement des indignés est parti d'Espagne au moment où la jeunesse espagnole est plus diplômée que jamais. Ce n'est pas un hasard si le mouvement a été comparé à Mai-68. La gauche est au pouvoir quand l'Europe oblige l'Espagne à appliquer un plan d'austérité, la droite qui vient de prendre le pouvoir ne fera pas mieux et leur promet même pire. Comme en France, si le PS accède à la « gouvernance », il ne fera pas mieux que la droite sinon pire car la situation se dégrade de jour en jour et le PS ne remet pas en cause le capitalisme (les banques, la bourse, les paradis fiscaux...). Il est légitime de se demander si l'action de Hessel n'est pas de canaliser les velléités de révolte de jeunes afin de les dépolitiser et de les encourager à des revendications individualistes.

En ce qui concerne Bruxelles, Madrid, New York, Les « indignés » récuse cette appellation. Ce sont les médias qui les qualifient ainsi, car majoritairement, ils connaissent à peine Hessel ; à Bruxelles, ils font plutôt référence au « printemps arabe ». Mais ils ne sont pas structurés et « *ce mouvement est une méthodologie pas une idéologie* ». Ils se veulent non violents. Bref, c'est l'auberge espagnole. Et qui peut se résumer dans ce slogan de campagne du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) : « *Bats-toi pour ce que tu veux.* » On peut s'indigner parce qu'on n'a pas le niveau de vie auquel on peut s'attendre après de longues études, parce qu'on est obligé de vendre sa maison de campagne pour garder son train de vie, parce que des immigrés ont le boulot qu'on voudrait avoir et bien sûr contre la corruption et autres sujets plus choquants. Chacun a ses revendications, tant pis si c'est contradictoire, mais ce qui est clair, c'est que tout ça n'ira nulle part et n'alimentera sûrement pas les revendications sociales qui nous apparaissent à nous indissociables des objectifs de la classe ouvrière de s'émanciper du capitalisme et surtout l'organisation et le programme indispensables à la victoire de la classe ouvrière. ● **A.B.**

## COMPTES, DÉCOMPTES ET MÉCOMPTES DU SUD-OUEST...

Chacun le sait, l'automne est propice aux manifestations et chez nous, dans notre Sud-Ouest, elles sont essentiellement de deux types.

- 1 - Les "manifs" des salariés (sur les retraites comme en 2010)
- 2 - Le passage des palombes.

En octobre dernier, pendant que les unes emplissaient régulièrement nos artères bordelaises, de milliers de manifestants (25000 selon la police, 85000 selon les syndicats), nos chers volatiles défilaient au-dessus de nos têtes par centaines de milliers.

Ainsi donc, chaque jour, notre grand quotidien d'information régional se faisait l'écho du nombre de manifestants et concomitamment un tableau récapitulait le décompte journalier des palombes effectué par les « paloumayres\* » dans le ciel de notre grand Sud-Ouest.

D'un côté les Renseignements généraux, ces borgnes professionnels, de l'autre, les paloumayres qui dénombreaient à l'unité près pas moins de 2826357 palombes durant la période de migration, sans que d'ailleurs leur chiffre soit contesté, pas même par les écologistes.

Je suggère donc que, dorénavant, le décompte des manifestants soit effectué par les paloumayres, car il semble beaucoup plus réaliste que celui de nos chers R.G. ■ Michel RIVET

\* Paloumayre : espèce de « gonze » du Sud-Ouest, armé d'un fusil, très très fort en calcul mental et qui se nourrit pendant la période migratoire essentiellement de foie gras, d'entrecôtes, de cèpes et autres civets de chevreuil...





**« Je n'ai pas de genre et j'emmerde tous ceux qui veulent m'y grouper. »\***

**S**imone de Beauvoir fut, en France, la première femme à mettre en cause le déterminisme sexuel dans *le Deuxième Sexe*, en 1949 quand même ! (pendant les années de la morale pétainiste remise en cause en Mai-68 : travail, famille, patrie). Comment définir la différence entre les sexes ? Est-elle naturelle ou non ?

Jusqu'à-là, les repères étaient clairs, et les homosexuels en savent quelque chose et en subissent toujours les conséquences : le garçon naît avec un zizi et la fille avec pas de zizi. La différence, c'est avec zizi ou pas de zizi. Les sans et les avec s'accouplent dans le but de procréer. La masturbation ne rentre pas dans la sexualité légitime 1- parce qu'elle procure du plaisir et que ce n'est pas bien et 2- parce qu'elle n'a pas pour but de procréer.

Un courant nous vient des États-Unis (pour une fois que c'est bien, il faut le signaler): les *gender studies* (théorie des genres). Ce concept est né en 1970 d'un mouvement féministe qui considère que l'humanité ne se réduit pas au genre féminin et masculin. Le sexe serait une sorte de fait, une différence corporelle, et le genre une construction sociale, une dimension purement culturelle.

C'est un site d'information laïc et chrétien qui a constaté l'irruption de cette théorie dans les manuels scolaires. Effectivement, le *Bulletin officiel* n°9 du 30 septembre 2010 confirme une distinction entre « identité sexuelle », « rôle sexuel dans la société » (ou stéréotype) et « orientation sexuelle ».

l'homme et la femme n'auraient pas de dynamisme naturel qui les pousserait l'un vers l'autre. Seuls les conditionnements sociaux (disons les cultures) rendraient compte de cette prétendue inclination.

C'est dans le cadre de l'étude des inégalités sociales que cette théorie sera abordée en première L et ES dans le manuel de SVT (Sciences et Vie de la Terre). Il s'agit principalement de détruire les stéréotypes en étudiant les inégalités de sexe et d'expliquer par quels mécanismes sociaux on devient un homme ou une femme. Ce qui a pour conséquence une mise en valeur de la sexualité sans but de procréation et passe donc par la connaissance des moyens de contraception. De même, la masturbation serait une activité sexuelle normale, signe d'une certaine maturité sexuelle. Vous ne trouvez pas que ça va mieux d'un seul coup ?

Cette théorie va bien sûr à l'encontre du créationnisme - très en vogue aux États-Unis contre la théorie de l'évolution de Darwin. En France, une version plus *soft* du créationnisme (je dirais du crétinisme) commence à faire son apparition sous une forme plus léchée (excusez l'expression) : le « dessein intelligent » : l'homme et la femme seraient conçus comme un schéma téléologique (finalisé). Les deux sexes auraient été créés par une instance supérieure dans un but unique de reproduction. En gros, on se retrouve en plein dans la morale catholique romaine dont je rappelle nous tirons notre Constitution basique napoléonienne.

Naturellement, des protestations se

sont élevées dans les milieux catholiques et Mme Boutin, présidente du Parti chrétien-démocrate, a envoyé une lettre ouverte au ministère de l'Éducation nationale contre cet enseignement désormais obligatoire au lycée. Quarante-deux députés et 37 000 pétitionnaires jugent urgent de l'interdire. Surtout en ce qui concerne l'homosexualité ! Pour leur barrer la route, les syndicats d'enseignants se sont mobilisés et dénoncent une véritable croisade antihomo.

Dans un communiqué, le Snes-Fsu a protesté : « *A les entendre, il n'y aurait qu'un seul modèle de cellule familiale : le couple hétérosexuel et ses enfants. L'école, lieu de socialisation et de transmission des savoirs, doit donner aux jeunes des connaissances scientifiques, sociologiques et philosophiques nécessaires à la compréhension de la société et à leur émancipation.* »

Pour l'Unsa Éducation, « *Les Églises, quelles qu'elles soient, n'ont pas à donner leur avis sur des programmes scolaires qui visent à la formation de citoyens et non de croyants.* »

« En réalité, je cite *Télérama* : le nouveau cours de SVT ne propose pas de choisir son sexe à la carte. Ni n'encourage l'homosexualité, comme le redoutent quelques associations catholiques. Il distingue juste l'identité biologique (naturelle) de l'identité sexuelle (en partie liée à notre culture) et de l'orientation sexuelle (qui relève de la sphère privée). Il invite enfin à se méfier des stéréotypes qui collent à la peau des hommes et des femmes. »

L'Unsa Éducation s'interroge : le ministre de l'Éducation nationale, Luc Chatel, « *cèdera-t-il aux pressions des intégristes catholiques ? Ou y résistera-t-il ?* ». ● **Annick BÉJEAN**

\* Citation d'un anonyme situationniste.

**Le Secrétariat  
de l'Ufr-Filpac et la rédaction  
d'Ensemble osent vous souhaiter une ...  
... pas trop mauvaise année 2012 ... !**



## Écho de la section des retraités correcteurs...

### Coup de théâtre !

**N**otre assemblée générale, qui s'est tenue le 30 mars 2011, a été le lieu d'un coup de théâtre : la secrétaire a été débarquée par un jeune Thierry Porré. Elle n'a rien vu venir, ce jeune à qui elle avait donné le biberon, quasiment nourri à son sein, tel Brutus, a poignardé sa mère : « *Tu quoque fili !* » (Pour les illettrés qui comme moi n'ont jamais fait de latin sauf à la messe : Toi aussi mon fils !). Il est vrai que depuis dix ans qu'elle avait elle-même pris le pouvoir en virant sans ménagement son vieux camarade Devriendt, elle avait même fini par s'attribuer ce qu'aucun secrétaire n'était arrivé à faire seul : **COLLER DES TIMBRES SUR SES PROPRES CONVOCATIONS**. Son autorité et son insolence n'avaient pas de limites : elle décidait elle-même des salles de réunion et tutoyait sans discernement les plus hauts responsables du Syndicat des correcteurs comme le secrétaire ou pire les responsables de l'Ufr et même de *Ensemble*. Elle contrôlait pratiquement sans partage les médias du Syndicat des retraités comme *Entre nous*. Elle avait aussi des relais à *Ensemble*, le journal de l'Ufr (M.B.). Timidement, le trésorier avait déploré un niveau de vie extravagant aux frais du syndicat (fourrures, grands couturiers, avion pour venir aux réunions à la bourse du travail et - chuchote-t-on l'entretien d'un jeune homme à qui elle aurait fait des cadeaux somptueux - une île). Mais elle ne voulait rien entendre. On renifle un complot dans cette éviction de la secrétaire, mais



par crainte de représailles, tous les retraités présents au moment de cette tragédie ont fait semblant d'être surpris. Comme d'habitude, la lâcheté contre l'esprit d'initiative et l'efficacité!

Donc le nouveau secrétaire est Brutus, pardon Thierry Porré, qui m'a réservé un strapontin, un poste de secrétaire adjoint avec son complice Philippe Cols qui ne me perd pas de vue. José Nuevo le trésorier a conservé son poste pour prix de sa trahison.

En ce qui concerne notre AG, on a dit du mal de pas mal de monde : le gouvernement et son satellite le FN, les lois contre les immigrés : savez-vous que les jeunes étrangers n'ont pas le droit de s'inscrire dans les IUT car la formation en apprentissage est réservée aux Français ? Savez-vous que les sans-papiers doivent payer un droit d'entrée de 30 euros par bénéficiaire pour avoir l'Aide médicale d'État et qu'en plus ils subiront une réduction des soins. En ce qui concerne les retraites, on n'en a pas dit plus que tous les syndicats de retraités de l'Ufr.

On a abondamment parlé des ondes de révolte qui secouaient les pays dits islamiques. Le mensonge qui substituait le diable islamiste au diable communiste s'est fracassé contre une réalité : l'universalité des droits, la liberté et la justice sociale. Ça, c'était à l'AG du 30 mars. Maintenant, il faudrait affiner ces réflexions.

Et comme le coup d'État de Brutus ne leur avait pas coupé l'appétit, les retraités se sont goinfrés à un banquet tellement somptueux que le nouveau secrétaire ne retrouvera plus que quelques centimes dans notre caisse. La prochaine fois, pour faire des économies, je leur ferai la cuisine ! ● **Annick BEJEAN**



### Assemblée générale de la section des retraités de Lille (résumé)

Le secteur graphique est en chute libre et disparaît à grande vitesse. Depuis plus de deux ans et même plus, bien des entreprises ont disparu ou alors sont en perdition. Cela est inadmissible et ne peut plus durer. La politique de nos dirigeants est digne des plus grands saboteurs, ce sont de vrais fossoyeurs d'entreprises au plus haut niveau.

Côté salariés et retraités, tout va au plus mal et ce n'est pas terminé.

Il faut faire face à tout : pouvoir d'achat en baisse, difficulté de bien se soigner, déremboursement des médicaments, augmentation du forfait hospitalier, augmentation des mutuelles, transport en hausse, coût de l'énergie, eau, gaz, électricité, essence et fuel, chauffage...

Quelques exemples de vie chère :

En 2011, 12%, c'est l'augmentation des fruits cet été. 22%, c'est pour le poisson, etc. C'est pourquoi nous revendiquons 250 euros par mois et ce n'est pas de trop, la liste va encore s'allonger de jour en jour. La pression fiscale imposée aux retraités et aux actifs s'accroît sans cesse et les salaires et les pensions font du sur-place.

Je ne suis pas pessimiste, mais bien des coups durs seront encore d'actualité avant les élections qui, j'espère, nous permettront de mettre en déroute cette droite anti-ouvrière et antisociale au plus haut point.

Nous subissons le matraquage et un battage médiatique tous les jours, mais cela n'empêche pas les salariés et retraités de faire la différence entre ces déclarations et la réalité du quotidien !

Nous revendiquons pour l'augmentation de nos retraites et le retour à l'ancien calcul qui prenait en compte les 10 meilleures années ; une véritable Sécurité sociale au service de tous ; l'accès aux maisons de retraites bien médicalisées, avec un personnel spécialisé, en nombre suffisant, pour les besoins des pensionnaires de plus en plus nombreux ; le maintien d'un vrai service public de notre énergie Edf-Gdf, l'eau, la Poste, le téléphone, la santé, les transports, l'éducation.

Nous exigeons une Sécurité sociale de l'emploi, des formations pour les jeunes de façon à les préparer à entrer dans de bonnes conditions dans le marché du travail ! En ce qui concerne les membres de notre section, deux camarades ont donné leur démission, et nous avons perdu notre camarade Aberlan décédé en juin.

**Nous souhaitons la bienvenue aux nouveaux camarades dans notre section. Le secrétaire Robert VERLEYEN**

# des sections

## Avec les retraités Filpac d'Aquitaine

Lucien LORREYTE



Le 15 septembre 2011, nos camarades de Mimizan accueillent la traditionnelle journée *Souvenir René Faure*, rassemblement annuel des retraités Filpac-Cgt d'Aquitaine. Christian Maia, secrétaire de la section des retraités de Mimizan, remercia tout d'abord les participants venus de Bordeaux, Beaulac, Condat, Factice, Tartas, Villandraut ; ainsi que Aubert Darrieutort qui représentait l'Union syndicale des retraités Cgt des Landes.

André Solureau, responsable du syndicat Cgt des Papeteries de Mimizan (Gascogne Paper et Gascogne Sack), informa l'assemblée de la situation dans les deux entreprises. Nouvelles toujours très prisées par les anciens papetiers, mais qui ont aussi retenu l'attention de tous car les luttes qui se mènent dans la profession intéressent

également les retraités.

Après une brève introduction aux débats par Lucien Lorreyte (membre du bureau de l'Ufr-Filpac), de nombreuses interventions mirent l'accent sur la situation actuelle des retraités qui nécessite une riposte à la hauteur des attaques portées par le gouvernement et le patronat. Pouvoir d'achat et protection sociale demeurent le leitmotiv des revendications, accentué par les problèmes du financement de la perte d'autonomie.

Un appel fut lancé à participer nombreux aux rassemblements et manifestations du 6 octobre, organisés entre autres à Bordeaux, Dax, Pau, Bayonne. Mais aussi à se joindre à ceux du 11 octobre avec les actifs car c'est tous ensemble qu'il faut imposer sans tarder un changement dans notre pays. Des jeunes dans la galère, des retraités dans la misère ; cette société-

là, on n'en veut pas ! La Cgt a des propositions, faisons-les connaître au plus grand nombre...

C'est autour de la table que se poursuivirent les conversations entre anciens sur les souvenirs communs passés dans les entreprises papetières des départements d'Aquitaine. Puis un jeu de questions portant sur la géographie régionale, le sport, la culture, etc., permit de rendre un hommage posthume à deux militants du "papier" de Factice et de Tartas. Les sections de Bordeaux et de Tartas remportèrent cette année les trophées mis en jeu.

Et rendez-vous fut pris fin septembre 2012, aux bons soins d'organisation par la section des retraités du syndicat du Livre Cgt de Bordeaux.



## Notre camarade Oswald CALVETTI est décédé le vendredi 18 novembre

Le journal *Ensemble* étant bouclé, nous lui consacrerons une grande place dans le prochain numéro.

L'Ufr présente toutes ses condoléances à Marie-Hélène et à sa famille.



## DISPARITION DE JEAN BIOTTI



Jean était âgé de 82 ans.

Retraité depuis le début des années 80, époque à laquelle un accord social régla définitivement plus de 3 ans de lutte et d'occupation des cartonniers de son usine La Rochette Cenpa à Laneuveville devant Nancy (54).

Une lutte qui a mobilisé très largement à l'époque et rencontré la solidarité des travailleurs de la région et de toute la profession.

Elle a permis - ce qui est loin d'être un détail - qu'aucun travailleur de l'entreprise ne soit laissé sur le carreau, avec reclassements obligés et, pour un grand nombre de salariés plus âgés, l'obtention d'un des tout premiers accords de départ anticipé garantissant tous les droits jusqu'à l'âge de la retraite, récemment abaissé à 60 ans.

Cette situation donna lieu à la constitution d'une importante section de retraités Cgt qui s'éteignit malheureusement avec la disparition inéluctable de ses membres.

Jean Biotti fut des années durant délégué syndical Cgt du groupe La Rochette Cenpa. Un groupe qui se distinguait alors par une forte présence d'un syndicat maison Cft qui illustrait le niveau de ténacité et de courage nécessaires aux militants de la Cgt pour faire face.

Jean Biotti a été un des principaux animateurs de l'action syndicale dans ce qui était alors un des plus grands groupes papetiers du pays et acteur de l'influence majoritaire de la Cgt.

Jean bénéficiait d'une grande affection de ses camarades de travail. Il inspirait le respect de ses adversaires de classe.

Homme simple, jovial, toujours prêt à rendre service, il continua ainsi jusqu'à ses derniers moments, très apprécié dans son quartier, dans sa ville de Tomblaine dont il fut un des élus communistes durant plusieurs mandats.

Personnellement, je garde un souvenir vivace de ce militant exemplaire, entièrement dévoué à la cause de ses camarades de travail. Avec Monique, son épouse, elle aussi retraitée de la cartonnerie et qui l'a en permanence soutenu dans son action, ils avaient accueilli avec chaleur, dans le début des années 70, le jeune délégué régional que j'étais, "expatrié" du Sud-Ouest avec toute sa famille, pour contribuer au développement de la Cgt, après le grand épisode de 1968, dans les entreprises papetières de l'Est de la France. Nous nous étions liés d'amitié et nous avons pu ainsi partager d'intenses moments de convivialité.

Jean est parti presque discrètement, il ne voulait pas d'honneur particulier. Mais il n'a pu empêcher de nombreux témoignages de respect et d'affection de la population de Tomblaine, ainsi que des hommages appuyés d'élus et de personnalités de sa ville.

Que Monique, assaillie aujourd'hui par un grand vide, leur fils Philippe et leur petit-fils Florent trouvent dans ces quelques mots le témoignage de tout notre soutien.

Pierre NOUZAREDE

